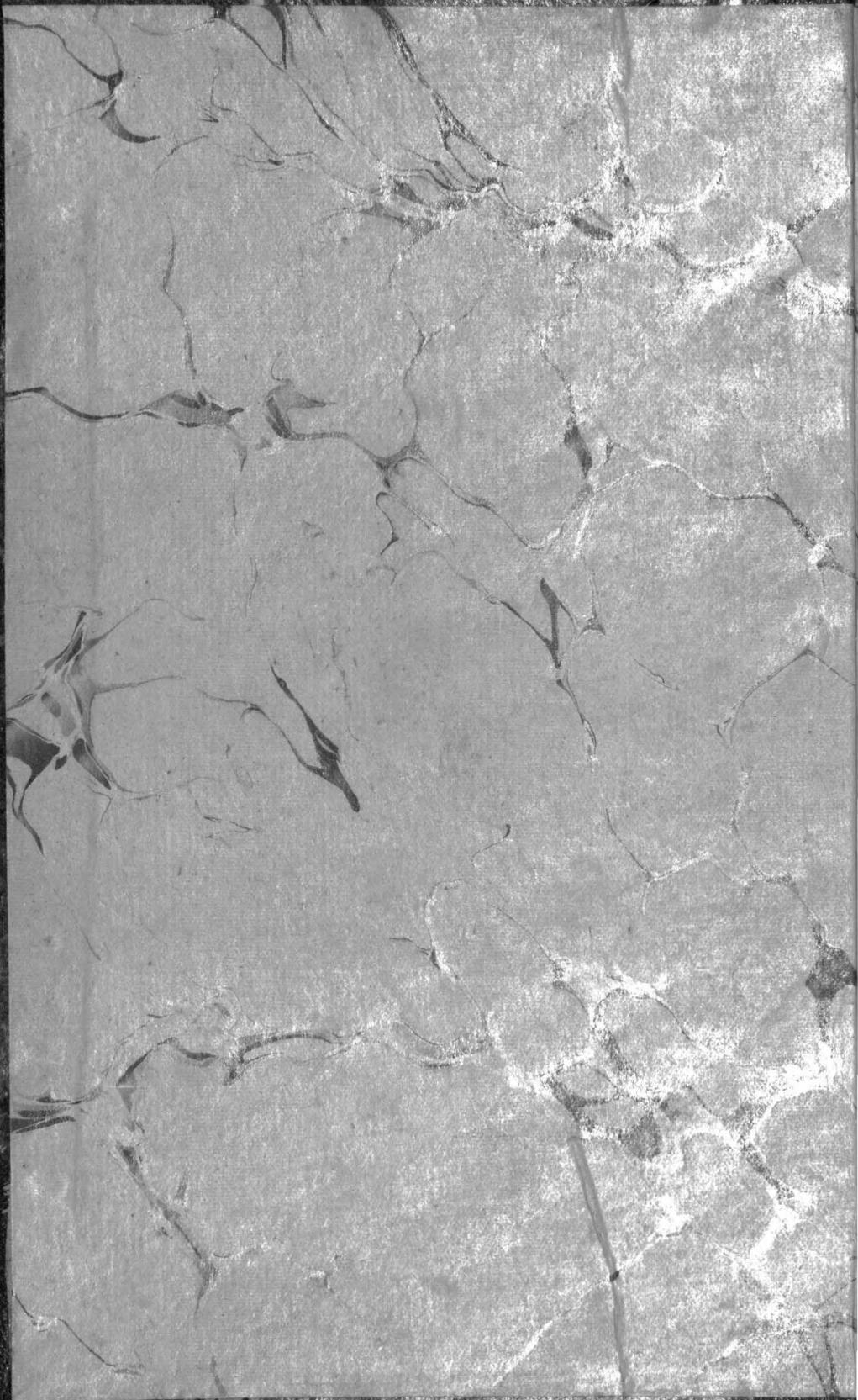
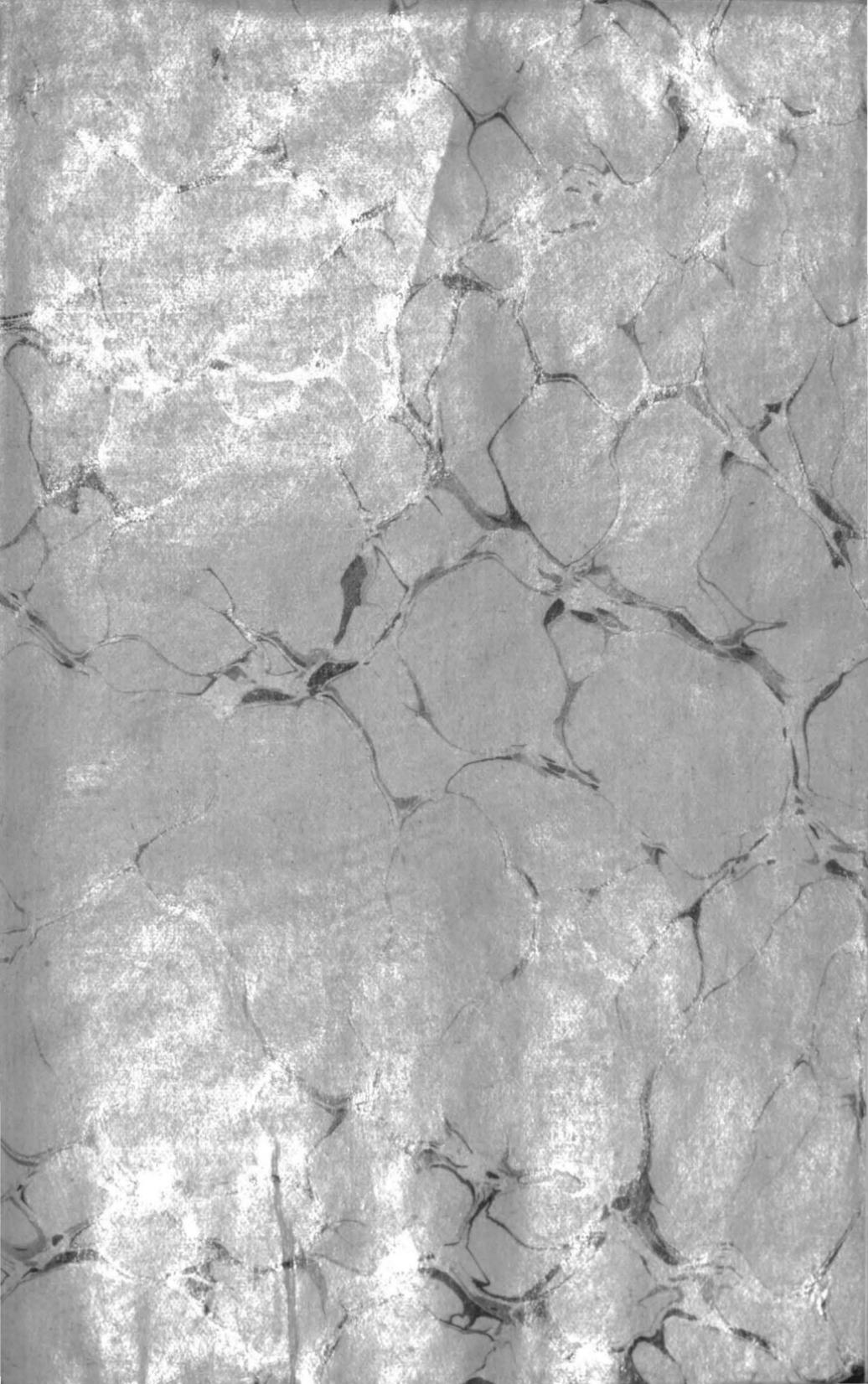


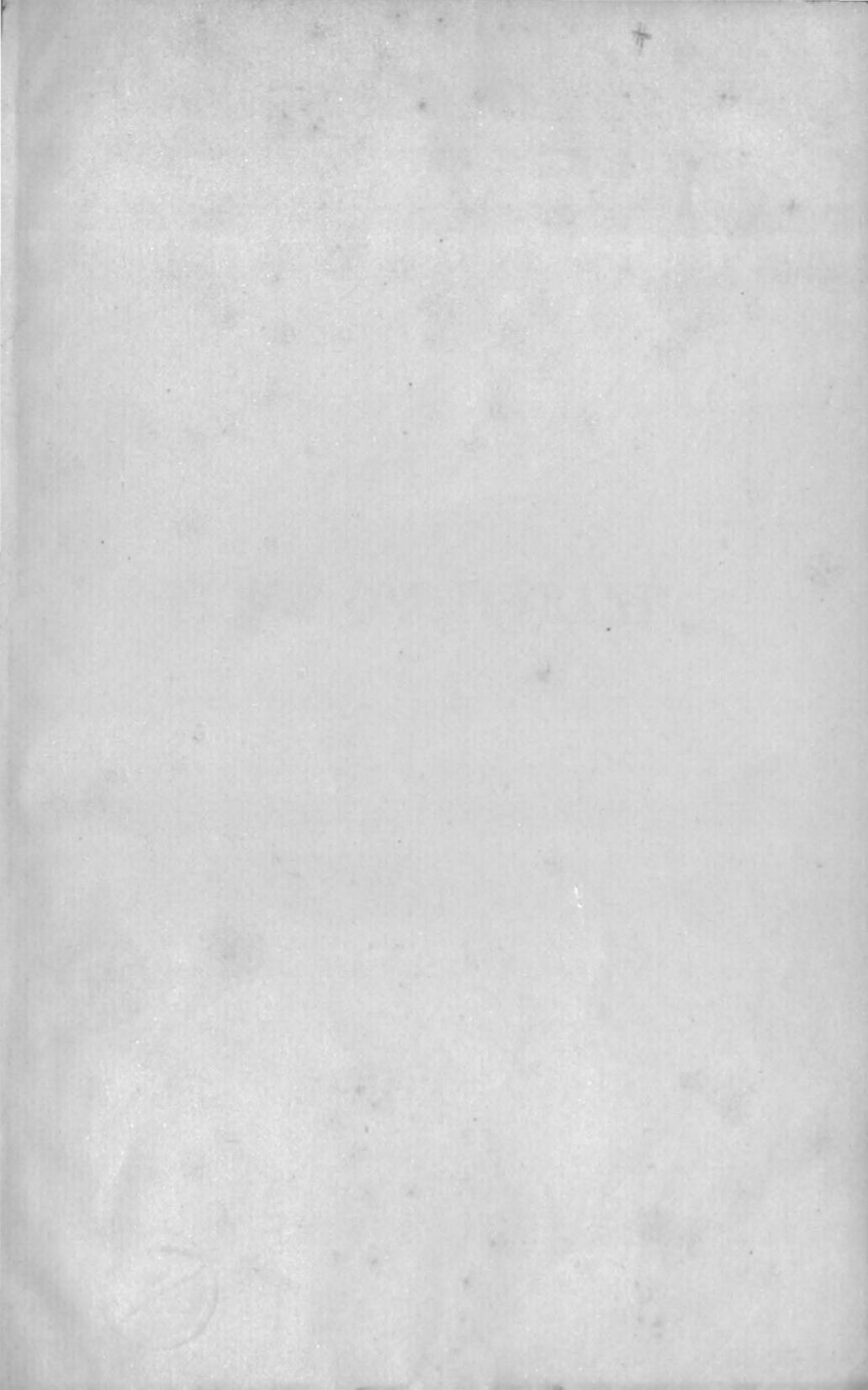
.....
BOIS
29
.....

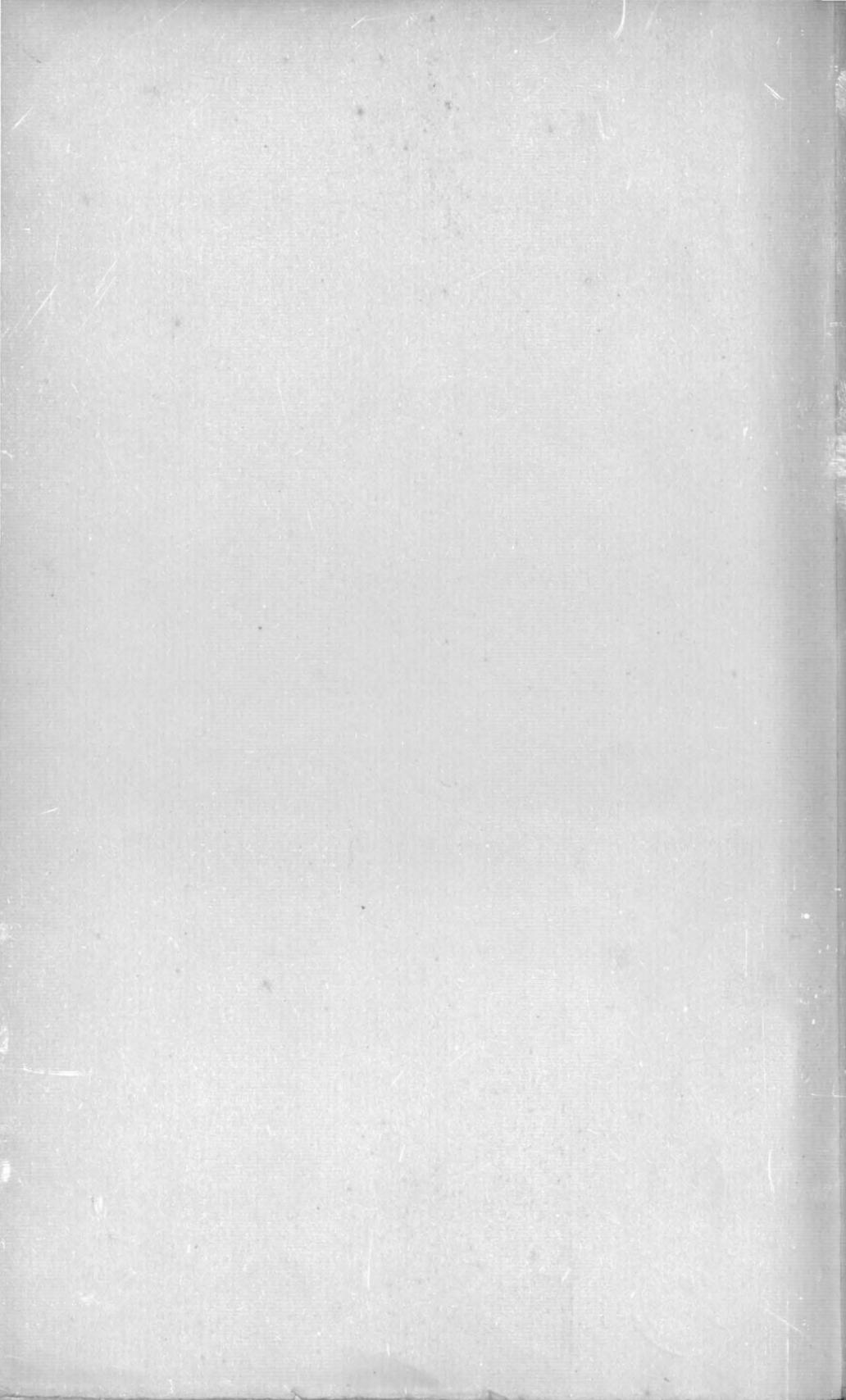




20 1/2

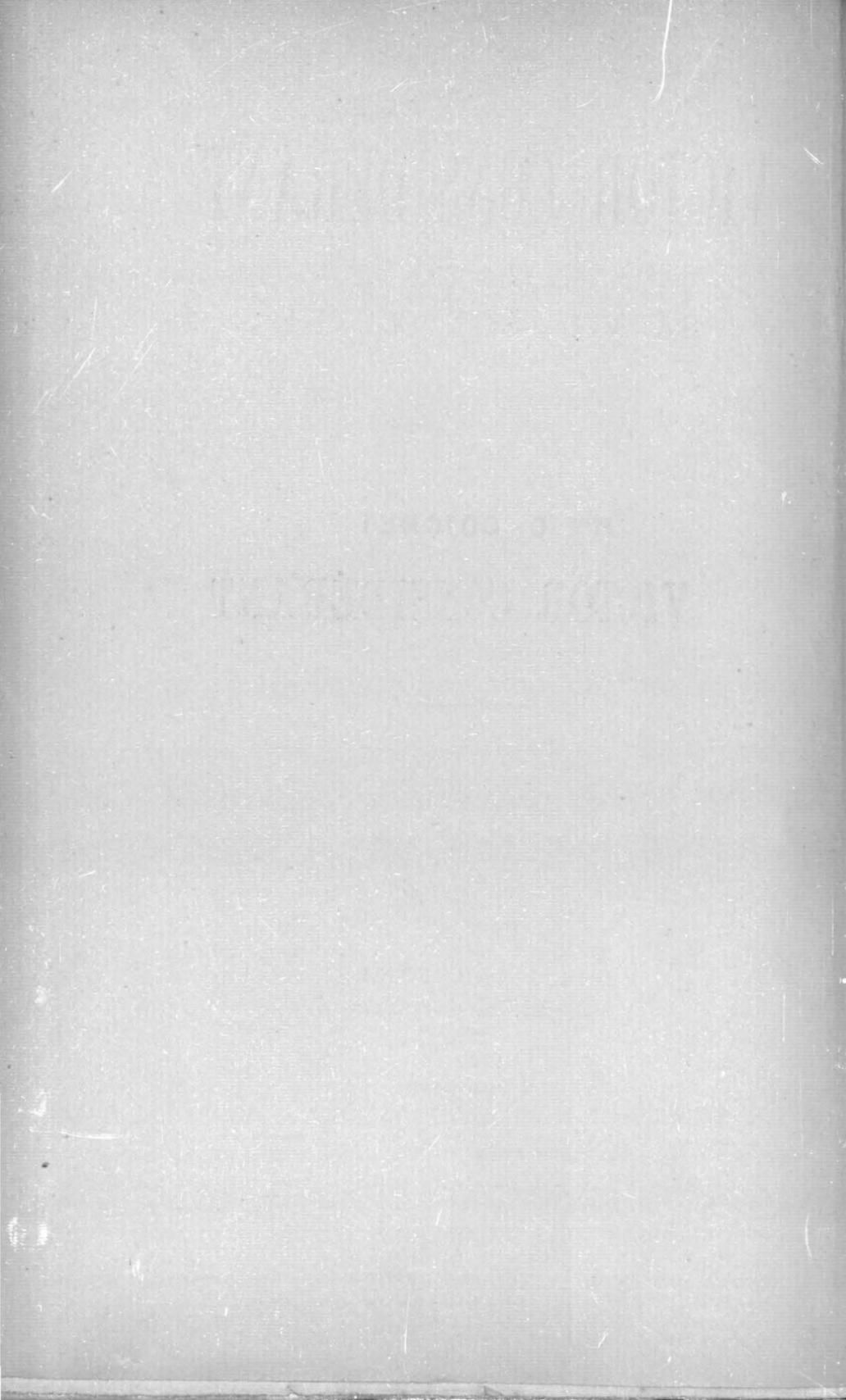






Chiffre

VICTOR CONSIDÉRANT



VICTOR CONSIDÉRANT

SA VIE, SON ŒUVRE

PAR

M^{ME} C. COIGNET



PARIS

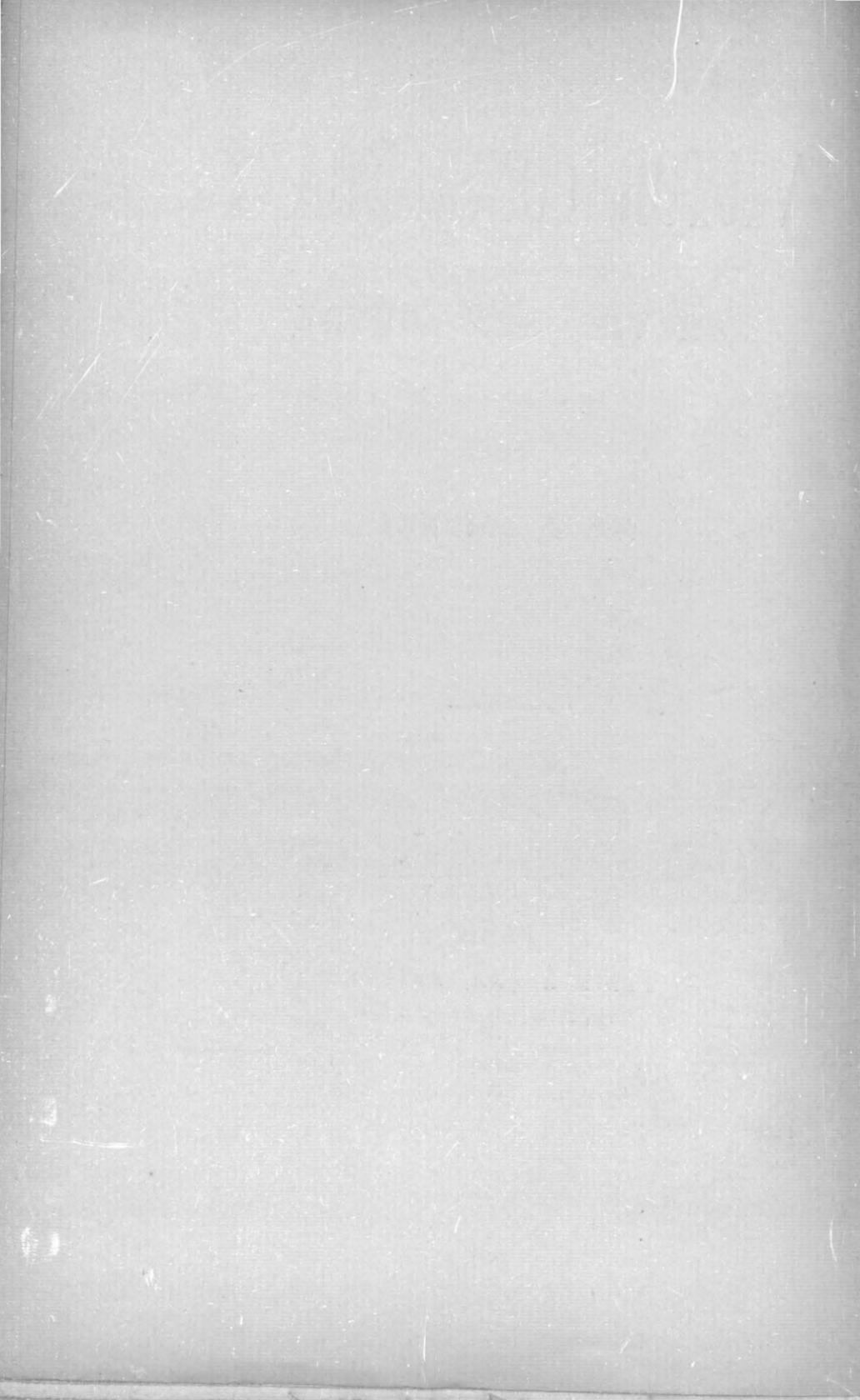
FÉLIX ALCAN, ÉDITEUR

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

—
1895

Tous droits réservés.

02325971



VICTOR CONSIDÉRANT

SA VIE, SON ŒUVRE (1)

I

PREMIÈRES ANNÉES — DOCTRINES DE FOURIER

Victor Considérant est né le 12 octobre 1808, dans la petite ville de Salins, située aux pieds des monts Jura, d'une famille appartenant à la bonne bourgeoisie. Son père, humaniste distingué, auteur de diverses traductions de l'anglais, entre autres, en 1808, celle du *Renard anglais* de Gay, bibliothécaire de la ville, principal du collège, ayant peu de fortune, recevait dans sa maison

1. Pour la composition de cette étude j'ai puisé mes informations dans les nombreuses publications de l'École fouriériste, particulièrement la biographie de Fourier par le Dr Charles Pellarin (Dentu, 1872), et surtout dans mes souvenirs personnels. Originaire de Franche-Comté, je me suis trouvée, dès l'enfance, mêlée par mes relations de famille au mouvement de l'École de Fourier. Ses deux premiers disciples étaient l'un Just Mulron, l'ami de jeunesse de mon père; l'autre, M^{me} Clarisse Vigoureux, sa propre sœur et ma marraine. La fille de M^{me} Vigoureux, ma cousine germaine et mon amie, épousa Victor Considérant, et moi-même, plus tard, un membre de l'École, François Coignet. J'ai suivi le mouvement à Paris, puis en Belgique, durant l'exil de Victor Considérant. Après l'échec du Texas, où ma tante mourut, Victor Considérant et sa femme revinrent en France, et nous sommes restés liés jusqu'à leurs derniers jours.

quelques pensionnaires. Victor était un charmant garçon, ouvert, affectueux, à l'intelligence facile, dont on avait grand espoir. Ses études terminées à Salins, on l'envoie au lycée de Besançon pour la préparation à l'École polytechnique. C'est là qu'il reçut les premières impressions de la doctrine fouriériste qui devait décider de sa vie.

Chose curieuse, le créateur de cette doctrine, Charles Fourier, originaire de Lorraine, compte un saint parmi ses ancêtres : Pierre Fourier de Machincourt, béatifié par l'église à la fin du xvi^e siècle. Deux branches descendent d'un frère du saint. L'une, établie en Bourgogne, nous donne, à Auxerre, en 1768, le fameux membre de l'Institut, auteur du *Traité analytique de la chaleur*, et l'autre, en Franche-Comté, le grand socialiste.

Charles Fourier est né à Besançon, le 7 avril 1772, dans une maison située à l'angle de la Grande-Rue et de la rue Baron, aujourd'hui rue Moncey. Son père y exerçait le commerce des draps d'une façon sans doute fort honorable, car nous le voyons élu juge consulaire en 1776. Il mourut cinq ans après, laissant une fortune de 200.000 livres. Son fils Charles, alors enfant, élevé au collège de la ville et destiné comme son père au commerce, se rendit à Lyon, à dix-neuf ans, pour y faire son apprentissage. En 1793, il perdait sa portion de l'héritage paternel dans l'insurrection de cette ville contre la Convention. Compromis lui-même, emprisonné et relâché à plusieurs reprises, il finit par se réfugier à Besançon où sa mère résidait encore. La même année, le décret de l'Assemblée Nationale réquisitionnant, pour la défense du sol, tous les hommes de dix-huit à vingt-cinq ans, il est incorporé dans l'armée. Doué d'un caractère doux, d'un esprit réfléchi et studieux, il se montre, dès sa première jeunesse, simple, affectueux, très courtois avec les femmes. Il a le goût des voyages, la passion de la géo-

graphie. Ingénieux et obstiné en même temps, quand une idée s'empare de son esprit elle y prend un caractère de fixité qui ne lui laisse ni repos, ni trêve. Tantôt c'est une locomotive où ses disciples verront plus tard l'intuition des chemins de fer ; tantôt un nouveau mode de notation musicale ou encore une échelle de couleurs pour distinguer les divers régiments. Sous les drapeaux, il conçoit plusieurs projets d'organisation militaire. L'un d'eux, adressé à Carnot, en reçoit un très bon accueil. La lettre suivante, signée de ce nom, en date du 10 messidor, an IV, en témoigne : « Le Directoire a reçu, « citoyen, votre lettre du 3 messidor. Il accueille avec « reconnaissance les observations importantes qu'elle « renferme sur la célérité qu'on pourrait donner à la « marche des troupes républicaines pour leur passage « du Rhin aux Alpes et des Alpes au Rhin. Ces obser- « vations ont fixé son attention particulière. »

En 1797, il quitte l'armée pour rentrer à Lyon, dans le commerce, où jusqu'à la fin de sa vie il trouvera sa subsistance comme simple employé, tantôt faisant des voyages, tantôt tenant des écritures, assidu au travail, longtemps attaché aux mêmes maisons, ne se plaignant jamais ni des personnes, ni des choses. Nous trouvons plusieurs témoignages de la satisfaction de ses chefs dans des lettres qu'ils adressent à sa mère : « Je vous « confirme, Madame, que rien n'égale la bonté du carac- « tère de monsieur votre fils, — lui écrit M. Bousquet, « chez lequel il est employé. — Il est doux, honnête et « instruit; il m'a fait le plus grand plaisir dans nos « voyages. Il a grande envie de connaître le commerce « de Marseille, où il désirerait que je lui procurasse une « place; j'ai combattu cette idée. Cependant, s'il per- « siste, je m'y emploierai de mon mieux. »

Une seule chose offusque Fourier dans ses fonctions, c'est le peu d'honnêteté qu'on y rencontre : « Un cour-

« tier — s'écrie-t-il, au moment où il remplit cet emploi, « — est un homme qui colporte les mensonges d'autrui, « auxquels il ajoute les siens. » Sa réputation d'honnêteté le fait nommer, en 1811, par le préfet du Rhône, expert-vérificateur, à charge de recevoir aux magasins militaires les livraisons de drap, et en 1816, lors des Cent-Jours, le nouveau préfet installé par Napoléon le met à la tête des bureaux statistiques de la ville.

Tout en remplissant avec tant de correction et de conscience de si humbles fonctions, Fourier nourrit secrètement des rêves gigantesques; il les poursuit, les creuse, jour après jour, avec une ténacité que rien n'ébranle. Le 25 frimaire, an XII (17 décembre 1803), paraît dans le *Bulletin de Lyon* un article de lui intitulé : *Triumvirat continental et paix perpétuelle dans trente ans*, qui excite l'ombrage du Premier Consul. L'imprimeur, toutefois, M. Ballanche, ayant rassuré l'autorité sur l'auteur, un emploi au ministère des affaires étrangères lui est offert en vue de le rallier. Il le rejette pour rester indépendant. En 1804, il publie encore quelques articles d'économie politique, et enfin, en 1808, nous donne son premier grand ouvrage : *La théorie des quatre mouvements et des destinées générales*, où se trouve, sous une forme trop souvent confuse et obscure, la première exposition de sa doctrine.

La *théorie des quatre mouvements*, publiée à Lyon, aux frais de l'auteur, dans les conditions les plus difficiles, respire à chaque page un extraordinaire enthousiasme. Convaincu qu'il apporte aux hommes la *bonne nouvelle*, Fourier croit, en la leur annonçant, produire sur eux un effet d'enchantement. La déception vient vite. Son œuvre rencontre partout indifférence et dédain. On ne le lit pas; on le traite de fou. Sa mère elle-même, très catholique, s'effraie et se détourne. Elle le prend en pitié et, anxieuse de son avenir, lui assure hors part

dans son héritage une rente viagère de cinq cents francs qui sera la ressource de sa vieillesse.

Cependant, malgré ces mécomptes, Fourier continue, dans le secret de ses loisirs, à élaborer son œuvre. Durant l'hiver de 1815 à 1816, il quitte Lyon pour se retirer à Talissieu, village du Bugey, chez les enfants de sa sœur, où il prépare son second grand ouvrage : *Le traité de l'association domestique agricole*. Là il connaît enfin le bonheur de voir un disciple lui arriver.

Just Muiron, bisontin comme lui, ayant lu par hasard la *théorie des quatre mouvements*, y a trouvé son chemin de Damas. Séduit, convaincu, il se met à la recherche du maître, qui n'a pas laissé de traces derrière lui à Lyon, et, au bout de deux ans, le découvre dans sa retraite. Une correspondance de doctrine s'établit entre eux, puis viennent les rapprochements, Fourier entretient Muiron de son nouvel ouvrage, et Muiron le décide à se rendre à Besançon pour le publier.

Voici, autant qu'on peut l'indiquer en quelques lignes, les principaux linéaments de son système.

Ce n'est pas une invention de toutes pièces que Fourier prétend nous donner, mais une découverte scientifique, la loi de l'harmonie entre tous les êtres, loi divine dont l'application apportera à la terre et à l'homme la paix et le bonheur. Son principe métaphysique, que la science, à cette époque, n'a point encore infirmé, est vieux comme le monde. C'est l'idée si douce, si humaine, de cause première et de finalité. Cette idée lui donne quelque consistance. Si, en effet, l'homme et le monde ne sont point sortis, au hasard, de la conflagration des éléments physiques, s'ils ont été créés par un Dieu infiniment puissant, intelligent et bon, n'est-il pas logique d'en conclure qu'ils sont destinés au bien et au bonheur? Le mal et la souffrance régnaient toutefois sur la terre, Fourier s'accorde avec le

christianisme en les attribuant à une déviation primitive, symbolisée sous sa forme enfantine par la faute de nos premiers parents. Mais il s'en sépare sur le relèvement. Pour rentrer dans la voie divine, il faut revenir à la nature, sortie parfaite des mains du Créateur, interroger l'instinct et lui obéir. Ce principe, puisé dans la philosophie du xviii^e siècle, est commun à toutes les écoles socialistes. Mais Fourier ne se contente pas d'en poser le principe, il en détermine la réalisation, nous donne le mécanisme social dont l'ordre, correspondant à l'ordre de la création, en harmonisera toutes les parties. Si l'humanité l'avait découvert dès ses commencements, elle se serait développée dans l'union et la joie. Un malheureux hasard, en maintenant l'ignorance, a déterminé la déviation. Les instincts naturels ne rencontrant pas, alors, dans la vie sociale, le mécanisme qui devait en même temps les satisfaire et les harmoniser, se sont entrechoqués jusqu'à la fureur, semant partout la haine et le désordre. Le développement de la richesse et de la connaissance, en accroissant les besoins, en multipliant les rapports des hommes, a mis l'anarchie au comble. Pour parer à ces périls, on a inventé la fausse morale, qui condamne la nature, commande le renoncement et le sacrifice, et on a combiné des lois positives pour l'imposer. Mais l'ordre apparent obtenu par la force n'est qu'une hypocrisie ; il déguise le mal, il ne le guérit pas. Aussi, depuis des siècles, la morale et la loi tournent-elles vainement la roue des préceptes, des sermons et des peines. On ne change pas le plan divin. La nature écrasée renaît d'elle-même plus véhémement, plus dominatrice, et condamne toutes les répressions à l'impuissance.

Fourier, dans sa psychologie, ayant un objet plus pratique que spéculatif, néglige l'analyse des facultés mentales pour s'étendre sur les passions, classées par

lui d'une façon particulière. Il résulte de son exposition, compliquée et minutieuse, que si, dans la vie civilisée, les passions détournent les hommes du travail et les portent à se haïr, dans la société harmonisée elles les rapprochent, développent leurs puissances de travail et de production et leurs goûts de sociabilité. La pénurie de la civilisation, dans laquelle un rigoureux partage des biens ne ferait qu'universaliser la misère, vient du travail isolé, accompli sans ardeur, stérilisé par la tristesse et le souci. Les rapprochements incessants du travail en commun développent, au contraire, entre les hommes, un mutuel attrait qui devient le plus puissant mobile d'activité. Ainsi les richesses s'accroissent de manière à dépasser tous les besoins et à universaliser l'abondance. Leur mode de production et de répartition, en associant le *capital*, le *travail* et le *talent*, réserve la liberté et la propriété individuelles sans laisser place à la misère. Le travail seul, en effet, suffit pour assurer largement la vie, et comme il est devenu attrayant, on n'a point à craindre la paresse. Un fond de réserve pare d'ailleurs à la faiblesse, aux maladies, aux infirmités.

Dans la société harmonisée, les hommes ne se grouperont pas, comme aujourd'hui, par familles exclusives et rivales, mais par phalanges de quatre à six cents personnes, de tout âge et des deux sexes, subdivisées en sous-groupes infiniment divers. Chaque phalange aura pour demeure un phalanstère, vaste habitation comprenant, avec les salles communes, des appartements privés.

Fourier nous fait, dans de longues pages, un tableau magique de ce monde transformé, où l'harmonie sociale naît du jeu naturel de toutes les libertés de l'individu. Plus de ces âpres combats pour le pain quotidien qui découragent et usent les plus vaillants; plus de ces luttes

intérieures de la conscience, qui laissent dans l'âme même du juste, comme une mutilation douloureuse, l'ombre de la tristesse et de l'austérité; plus de tyrannie, d'exploitation, d'efforts avortés, de fortunes trahies, de vertus impuissantes. La concorde, l'amour, un épanouissement universel, règnent partout; partout des jeux et des fêtes. La malédiction originelle est vaincue, l'homme réconcilié avec Dieu, et la nature inférieure participe elle-même à la rénovation. Parmi les animaux, les espèces laides ou nuisibles disparaissent ou se transforment. Le tigre, le lion, la panthère, métamorphosés en serviteurs domestiques, tantôt traînent nos chars, tantôt, montures dociles, nous transportent, avec une rapidité vertigineuse, dans des régions inexplorées. Grâce aux travaux exécutés par les efforts collectifs de l'harmonie, tout le globe est fécondé. Plus de terre nue, de déserts arides, de fléaux dévastateurs. Les glaces du pôle se fondent; le soleil de l'équateur s'attédie; partout des champs d'épis, des bois, des prairies, des parterres de fleurs. Les astres mêmes, s'associant à ce grand concert, entrent en communication avec notre planète, au milieu des espaces infinis. Leurs aromes changent les eaux amères et salées de la mer en limonade rafraîchissante, et, sous leur influence, les vents adoucis s'attachent seulement à enfler la voile du navigateur et à purifier l'atmosphère. L'idée même de la mort n'assombrit plus la vie. En entrant en contact avec le monde sidéral, nous réalisons, par avance, notre immortalité. Les astres représentent nos patries futures. Au moment où le corps succombe, l'âme en dégage une enveloppe spiritualisée sous laquelle elle passera de monde en monde, en se renouvelant elle-même dans des existences sans fin.

Si chimérique que puisse paraître une telle théorie au positivisme d'aujourd'hui, on n'en méconnaîtra cepen-

dant pas la grandeur. Fût-il jamais rêve plus vaste, plus beau, et, après tout, plus conciliable avec l'idée d'un Créateur infiniment puissant, juste et bon ? On lui a reproché d'amoindrir la vie morale en supprimant le renoncement, le sacrifice. Mais si ce sacrifice n'a plus de raison d'être, si, au lieu d'avoir à nous restreindre pour agrandir la place des autres, l'expansion de chaque personnalité contribue au bien de tous, si, en un mot, le plan divin concilie le devoir et le bonheur, quels esprits assez chagrins pourraient s'en plaindre ?

II

VICTOR CONSIDÉRANT — FORMATION DE L'ÉCOLE

Au moment où Victor Considérant entrait au lycée de Besançon, Just Muiron, très connu, très estimé dans la ville, où il occupait à la préfecture une situation importante, avait réussi, en dépit d'une infirmité grave, la surdité, à y former un petit groupe adonné à l'étude de Fourier. Dans ce groupe, une femme à laquelle des liens de famille anciens le rattachaient, M^{me} Vigoureux. Il lui fait lire les épreuves du *Traité d'Association domestique agricole*, et peu à peu l'amène à la théorie.

M^{me} Vigoureux, restée veuve fort jeune avec trois enfants, un fils et deux filles, avait une individualité très particulière. Douée d'une de ces beautés rares, toute de lignes, de caractère, d'expression, que l'âge respecte, affine même et élève, loin de chercher dans le monde de frivoles succès, elle s'était toujours renfermée dans un cercle restreint, occupée des choses de l'esprit. Son attitude réservée, d'apparence parfois un peu fière, tenait les admirations à distance et, même dans l'intimité de l'amitié, ne laissait jamais place au laisser-aller. C'était

une âme haute, dédaigneuse de la banalité et de la convention, et en même temps une imagination étrange, une sensibilité inquiète dont elle se faisait des tourments. Son intelligence ouverte et hardie allait droit aux choses élevées, mais elle manquait de précision pour les saisir; elle restait dans les affirmations vagues, n'analysait pas les idées. Sa bonté, sincère et profonde, venait plutôt de la supériorité de l'âme que de la tendresse du cœur. Les contacts d'amitié étaient, avec elle, difficiles. Elle ne se donnait guère; ses plus intimes même la connaissaient peu.

M^{me} Vigoureux ayant placé son fils comme élève chez M. Considérant père, à Salins, le jeune Victor, à Besançon, trouve naturellement sa maison ouverte. Il passe chez elle tous ses jours de sorties. Absorbé par la préparation d'un examen très ardu, il ne peut, sans doute, se livrer à une étude sérieuse de la nouvelle doctrine, mais les conversations auxquelles il assiste éveillent sa jeune curiosité. Reçu à l'École polytechnique en 1826, à dix-huit ans, il y emporte bientôt dans son léger bagage d'élève les ouvrages du maître, et ils y remplissent ses loisirs. Cette lecture s'empare de lui. La perspective d'un monde de travail attrayant, de joie, d'harmonie, enchante son imagination juvénile et son âme bienveillante. A dix-huit ans on croit si volontiers au bonheur et au bien !

Dès la première année, il se déclare conquis. Souvent lui-ai-je entendu conter que déjà, parmi les *camarades*, il commençait la propagande. Sorti dans le génie militaire, il la continue à Metz, à l'École d'application, sans que ses maîtres d'ailleurs en prennent ombrage. Ce jeune homme intelligent et travailleur, sincère et de bon vouloir, a des enthousiasmes, sans doute, un peu fous; mais on lui reconnaît une noble nature. L'âge aura assez raison des folies

Le bruit se répandant dans la ville de ce singulier mouvement d'esprit, les habitants s'y intéressent à leur tour. Eux aussi veulent entendre le néophyte. Soit. Avec l'autorisation de ses chefs, Considérant fait alors à la mairie une conférence publique. La salle était pleine et ses auditeurs en sortent, sinon convertis, du moins charmés par l'élan juvénile, la sincérité, la bonne grâce de l'orateur.

Jusqu'alors la doctrine de Fourier, professée par un nombre zélé mais restreint de disciples, se répandait difficilement et lentement au dehors. Non qu'on lui fit une opposition malveillante et ombrageuse, mais, chose plus grave, on ne la prenait guère au sérieux, on ne s'en occupait pas. Seize ans seulement après la publication de son premier ouvrage et deux ans après le second, il en avait été rendu compte au public par le baron de Férussac, dans son *Bulletin universel des sciences et de l'industrie* (février 1824), avec une grande bienveillance d'ailleurs. « La force des choses — disait-il — pourrait bien conduire à l'application de l'idée de M. Fourier, moyennant certaines modifications », et l'année suivante M. Genisset (1), secrétaire perpétuel de l'Académie de Besançon, en faisait, dans la séance du 25 août, un rapport très favorable. Envisageant la doctrine dans son ensemble, tout en élevant quelques doutes au point de vue religieux, il rappelle l'opinion énoncée par le baron de Férussac « et se range dans la classe des expectants, dont M. Fourier, lui-même, a loué l'impartialité et la bonne foi ». En 1829, après la publication du *Nouveau-Monde industriel*, résumé de la doctrine, le *Mercure de France* du XIX^e siècle l'apprécie ainsi : « Il y a dans cet ouvrage tant d'excellente critique, tant de poésie, tant d'éloquence, tant de génie,

1 Mon grand-père maternel.

osons-le dire, que, là où l'auteur nous paraît perdu dans les espaces imaginaires, nous doutons de notre raison au moins autant que de la sienne; nous nous rappelons Christophe Colomb traité de visionnaire, Galilée condamné comme hérétique, et cependant l'Amérique existait, la terre tournait autour du soleil. Tout le secret de M. Charles Fourier consiste à rendre l'industrie attrayante, en utilisant les passions. » Dans son numéro du 13 mars 1830, le même journal publiait un article de Considérant sur la doctrine.

Cette bienveillance, toutefois, ne mène point à un essai pratique, idée fixe de Fourier. Il continue dans ce but à répandre sa découverte, tout en gagnant jour par jour laborieusement sa vie. Ayant trouvé un emploi de commerce à Paris (1), il se décide à y fixer sa demeure, comme en un centre plus favorable à la propagande. Là, il frappe à toutes les portes : à celle des libraires pour qu'ils proposent ses œuvres au public; à celle des gens marquants pour qu'ils les patronnent. Toutes restent closes. Les premiers, sûrs de la mévente, ne veulent pas s'encombrer inutilement; les seconds regardent l'auteur avec surprise, comme quelqu'un dont la raison est légèrement altérée. Rien ne le rebute. « Laissez « faire les petits esprits qui ne veulent pas comprendre, « — écrit-il à Muiron, — soyez moins impatient, cinquante millions d'Européens prétendaient bien que « Colomb avait la tête fêlée. »

Fourier est un voyant. Il marche devant lui avec la foi qui transporte les montagnes. Convaincu qu'il tient entre ses mains le bonheur de l'espèce humaine, il ne lui ménage ni la vérité, ni la lumière. Les transactions, les nuances lui sont inconnues. En parlant, en écrivant,

1. Dans une maison américaine : *Curtis et Lamb*, de New-York, 29, rue du Mail.

il ne songe point à entrer dans l'esprit de ceux auxquels il s'adresse, pas même à en être compris. Aussi lui reproche-t-on sans cesse sa pensée obscure, son style raboteux et confus, ses allures hautaines, ses injures à la civilisation et à la morale, qu'il accuse de fausser les hommes.

Ses disciples, comprenant mieux la nécessité de se mettre sur le terrain des autres, le supplient sans cesse d'apporter certaine mesure, certains ménagements à l'expression de ses critiques, mais vainement; il ne semble pas même les comprendre. « Mon style — répond-il — est celui d'un homme qui n'a pas de prétentions au fauteuil et va droit au but sans patelinage académique. On me reproche que la civilisation et la morale sont des mots toujours pris en mauvaise part dans mes ouvrages. Sans doute, parce que l'une est le règne du mensonge, l'autre en est l'organe. »

Devant ces résistances, les disciples sentent vivement le besoin d'un chef plus capable de donner à la propagande une direction pratique, et les yeux se tournent instinctivement vers le jeune officier de génie qui termine, en ce moment, ses études à Metz. Abandonnerait-il, toutefois, une carrière sûre et considérée comme brillante pour se donner tout entier à une œuvre d'un avenir incertain? La foi implique le sacrifice. Considérant n'hésite pas. Contrairement aux vœux de sa famille, et particulièrement de son frère, dès qu'il se trouve en possession de son brevet d'officier il écrit au Ministre de la guerre, le maréchal Soult, pour lui donner sa démission, non qu'il manque d'estime ou de goût pour son état, dit-il, mais il voit « dans la doctrine de « Fourier le salut du monde et il veut se vouer tout « entier à la répandre. »

« Monsieur, — lui répond le maréchal, — le corps « d'état-major a besoin de bons officiers comme vous. Je

« n'accepte pas votre démission, mais je vous accorde un congé illimité. Si vous ne réussissez pas dans vos plans de réforme, vous viendrez reprendre, dans l'armée, le rang qui vous appartient (1). »

En quittant Metz, Considérant se rend au milieu du petit groupe bisontin avec lequel il est resté en relations suivies. On le reçoit les bras ouverts. Tous sont pleins d'espérance ; on fait ensemble des plans d'avenir.

Paris, où réside Fourier, est le centre désigné de la propagande. M^{me} Vigoureux y faisait depuis quelque temps de fréquents séjours. Elle y prend pour elle et sa plus jeune fille, la seule qui lui reste, un appartement rue Taranne, et Considérant, qui va bientôt devenir son gendre, se loge dans le voisinage.

Les fouriéristes, épars en province, ont enfin un point de ralliement. Ils y accourent empressés. Les souscriptions s'organisent d'une façon régulière : on cherche un local indépendant pour se réunir ; on prépare la publication d'une revue hebdomadaire, *le Phalanstère*. Son premier numéro paraît en juin 1832. Les principaux collaborateurs de Considérant sont : Aynard de la Tour-du-Pin, Baudet-Dulary, Jules Lechevalier, Just Muiron, Amédée Paget, Pellarin, Tamisier, Hippolyte Renaud, M^{me} Clarisse Vigoureux, M. Lemoine, ingénieur des Ponts et Chaussées, etc. Fourier lui-même lui donnera de fréquents articles. Le petit centre franc-comtois ne cesse pas pour autant de subsister. Muiron vient d'accepter la direction d'une feuille d'opposition libérale modérée, *l'Impartial*, dans laquelle on défendra la doctrine.

1. Cette lettre est citée par M. de Mirecourt dans sa biographie de Considérant. Il s'en sert pour accuser le gouvernement de Juillet de complicité dans le développement des doctrines contraires au catholicisme.

En se constituant en École, les disciples rejettent le nom de fouriéristes pour prendre celui de *phalanstériens*, tirés de *phalanstère* ou *phalange*, et donnent à la doctrine le titre de *sociétaire*, pour bien indiquer qu'ils ne relèvent point d'un homme, mais d'une science : la science de la société.

III

DIVERGENCE ENTRE FOURIER ET SES DISCIPLES MORT DE FOURIER

Fourier ne fait pas d'opposition à cette première organisation de l'École, mais il y reste étranger. Quand on lui en parle, il ne répond guère, ne prend aucune initiative, ne donne ni conseils, ni encouragements. Tout en écrivant, à l'occasion, des articles dans les nouveaux organes, il se tient réservé, à l'écart, trop irritable pour supporter la discussion, trop entier pour rien céder. Ses disciples veulent provoquer en faveur de la doctrine un mouvement d'opinion qui en facilite la réalisation. Soit. Mais lui entend la propagande d'une autre manière. Il cherche un seul *candidat* richissime que la perspective glorieuse d'une rénovation sociale déciderait à consacrer des millions à la fondation d'un phalanstère. Lui-même, le maître, présidant à l'œuvre, d'un coup de baguette le monde se trouverait ainsi transformé... Rejetant cette conception grandiose, ses disciples viennent, maintenant, lui parler de conférences, de discussions publiques, de brochures populaires, d'un organe régulier de publicité. Il laisse dire et faire, mais non sans quelque dédain, ces hommes de peu de foi et garde par devers lui

sa pensée fixe. Sous son empire, il annonce même publiquement qu'il rentrera chaque jour à midi, pour faciliter la rencontre rêvée, et jusqu'à la fin de sa vie il reste fidèle à son engagement, toujours surpris de trouver au seuil un mécompte.

A défaut de ce candidat richissime, un de ses disciples dévoués tentera, avec des ressources toutefois trop insuffisantes, un essai de phalanstère. En 1833, M. Baudet-Dulary, député de Seine-et-Oise, achète 500 hectares de terre en friche sur la lisière de la forêt de Rambouillet, et fonde une société au capital de 1.200.000 francs pour exploiter cette terre selon les données de Fourier. On appelle des actionnaires et des travailleurs, et on commence labours et constructions. La souscription n'atteint pas 500.000 francs, et on discute, on se querelle. La déception vient vite. Les fonds épuisés, on s'arrête avant toute expérience sérieuse. Rien n'est compromis, prétend-on, sauf la fortune de M. Baudet-Dulary, qui non seulement paye les dettes, mais rembourse intégralement les actions.

Cet échec afflige vivement le maître. Il vieillit d'ailleurs; sa santé décline; une amère inquiétude s'empare de lui. Verra-t-il jamais la réalisation de son rêve? Ce doute pesant le ronge secrètement. Son irritabilité, sa sauvagerie s'accroissent. Entre 1833 et 1836, il publie deux volumes intitulés : *La Fausse Industrie*. Mais c'est son dernier effort. Dans sa pauvreté fière jusqu'à l'ombre, il n'a jamais consenti à recevoir aucun secours ni de ses disciples, ni de l'École. Ses modestes appointements d'employé, unis à la rente viagère venant de la sollicitude maternelle, ont toujours suffi à son existence austère. Habitant une seule petite chambre triste et dénuée, d'abord à l'hôtel de Hollande, rue Richelieu, puis rue Saint-Pierre-de-Montmartre (aujourd'hui rue Paul-Lelong), il remplit jusqu'aux derniers jours ses hum-

bles fonctions commerciales, consacrant seulement les soirées à écrire ou à corriger des épreuves. Vainement la sollicitude de ses disciples voudrait-elle l'entourer ; il ne le permet pas. « Nous étions pleins d'inquiétude, — nous dit l'un d'eux, son biographe, Charles Pellarin. — Lorsque, en ma qualité de médecin, je m'aventurais à lui donner des conseils, il me laissait dire, m'écoutait même avec une disposition apparente à tenir compte de mes avis, mais uniquement pour ne pas me désobliger ; car il était d'un scepticisme absolu à l'égard de la médecine. »

Dans l'automne de 1837, le voyant réduit à garder le lit, on s'efforce encore de le tirer de sa chambre pour l'installer dans un petit appartement tenant à la maison de M^{me} Vigoureux. Il refuse, ne permet pas même qu'on le veille dans les dernières nuits d'extrême faiblesse. Seul il avait vécu, seul il voulait mourir.

Dans la matinée du 9 octobre, quand la concierge de sa maison, sa femme de ménage, monte auprès de lui à cinq heures du matin, elle le trouve, vêtu de sa redingote, agenouillé et appuyé au bord du lit. Il s'était éteint, sans doute, en s'efforçant d'y monter.

Aussitôt, M^{me} Vigoureux et Considérant, prévenus, accourent. Considérant replace le mort sur le lit ; M^{me} Vigoureux lui ferme les yeux.

La mort de Fourier jetait dans la jeune École une émotion profonde. Bien qu'il ne se mêlât guère à ses débats ni à ses travaux, sa seule présence soutenait les âmes. Le problème de l'harmonie n'avait pour lui ni obscurité, ni doute. Sa robuste foi était rassérénante. Comment, en effet, devant cette éternelle antinomie qui a toujours mis aux prises la liberté individuelle et l'organisation sociale, des hommes de savoir et de réflexion

revenant sur eux-mêmes n'auraient-ils point, parfois, posé le problème à nouveau? En théorie, avec beaucoup d'imagination et quelque complaisance, il y a toujours moyen d'arranger les choses. Mais, en fait, mis en demeure d'engrener harmoniquement dans le mécanisme de la série ces êtres *faussés et corrompus* qu'on appelle *civilisés*, comment les plus résolus n'auraient-ils pas eu leurs défaillances? Le contact du maître les retrepait. Maintenant ils se sentent à découvert. Un grand frémissement les saisit...

Dans la matinée du 10 octobre, le surlendemain de la mort, les obsèques prennent place à l'église des Petits-Pères et le corps est conduit au cimetière Montmartre, suivi de tous les phalanstériens présents à Paris. Victor Considérant prononce un discours embrassant l'œuvre et la vie du maître : « Fourier — dit-il en terminant — n'appartient point au petit nombre d'hommes qui ont jusqu'ici compris sa parole. Il appartient à l'humanité entière. Ses funérailles ne peuvent être faites que par le globe auquel il a apporté la vérité, la liberté, la justice et le bonheur... Pour nous, gardiens d'un dépôt sacré, si nous n'avons pu conserver dans le monde inférieur jusqu'au jour du triomphe l'âme qui vivifiait ce corps, nous avons embaumé religieusement les restes pour les transmettre aux générations futures, qui répareront, par la plus éminente gloire, la plus immense ingratitude... Quant à nous, ses disciples, nous n'avons maintenant qu'un monument à élever à sa mémoire : ce monument est un phalanstère... »

La foule s'écoule ensuite, émue et recueillie. Une simple pierre marque le lieu de la sépulture, avec cette inscription résumée de la doctrine : *La série distribue les harmonies; les attractions sont proportionnelles aux destinées.*

IV

VICTOR CONSIDÉRANT CHEF D'ÉCOLE

Les hommes qui s'éloignent en ce moment du cimetière, émus et recueillis, après y avoir laissé les cendres de leur maître, ne sont point des déshérités du sort, défendant, avec l'aveugle injustice et l'âpre acharnement coutumiers aux luttes personnelles, des intérêts propres. Comme leurs prédécesseurs, les saint-simoniens, ils appartiennent aux classes de la société qui ont le moins à se plaindre de la vie, et leur propagande grandit et s'élève du désintéressement de leur situation. Ce sont de nobles esprits, des âmes chaleureuses, sortis les uns de nos grandes écoles, grisés d'abstractions, séduits par l'appareil scientifique du maître ; les autres pénétrés des misères du grand nombre, pleins de foi en l'humanité et entraînés par une imagination aventureuse à la recherche de l'inconnu. Tous ils ont la jeunesse et la flamme, et le chef autour duquel ils se serrent fidèlement les domine encore de la tête.

Aucun homme n'a exercé sur les siens plus d'empire par le seul attrait de sa nature. Physiquement grand, mince et souple, Victor Considérant possède l'élégance naturelle des attitudes, la grâce des mouvements. Ses

traits sont accentués et délicats, son regard lumineux, son sourire plein de bonté et de douceur. D'abondants cheveux châtain portés longs, selon la mode du jour, ombragent cette tête en même temps noble et charmante.

Moralement, il est pétri de contrastes. La faculté de généraliser et d'abstraire, le goût de la philosophie et des sciences, s'unissent en lui à l'imagination de l'artiste et à l'enthousiasme du croyant. Les études scientifiques de sa première jeunesse, les mathématiques particulièrement cultivées alors, le portent à abstraire plus qu'à observer. Aussi a-t-il embrassé le fouriérisme un peu à la façon des vieux dialecticiens, plus rigoureux et habile dans l'argumentation que positif et assuré sur le point de départ. Au lieu de tirer sa doctrine de la nature humaine regardant la nature humaine à la lumière de la doctrine, les complications infinies, la spontanéité, la variété, la contradiction de mobiles qui la rendent inapte à s'engrener dans aucun mécanisme artificiel, lui échappent entièrement. Rien n'arrête son élan et il entraîne tout à sa suite. Son esprit de décision et d'initiative donne l'impulsion et maintient l'activité. Dans les réunions du dehors, sa personnalité sympathique, sa sincérité, sa chaleur, son élan, enlèvent les auditeurs. En province, surtout, on lui fait des ovations. Au dedans, en dépit des tiraillements inhérents à toute œuvre commune, il resserre, il cimente les liens. Des dissidences peuvent naître de la variété des esprits, des heurts même du contact : Considérant n'a pas le moelleux savoir-faire du Père Enfantin pour les déguiser ou les adoucir. En lui, rien du prêtre, du directeur d'âmes ; ni onction, ni habileté, ni savants enlacements. La théorie de Fourier est, à ses yeux, une science ; elle doit être comprise et enseignée, comme la science, au nom de sa vérité propre, indépendante de la nature particulière des

individus. Il explique, démontre, sans chercher à exercer d'action particulière sur les consciences ou les cœurs; mais, sans s'en rendre compte, il porte dans cet enseignement une ardeur de conviction et une volonté de doctrine qui sentent plus le dogme que la science. L'imagination aussi y a sa part. Quand on se croit incarné dans une vérité absolue et universelle, comment admettre le doute et ménager les termes de la contradiction? La vieille Sorbonne semble ressuscitée, dans les salons de l'École, à l'ardeur militante de ces débats où les destinées de la société et du monde sont sans cesse mises en cause. Et toujours la voix vibrante, la dialectique passionnée du maître, domine les discussions et finissent par terrasser les adversaires, ne fût-ce que par épuisement. Cette fougue spontanée et jeune, altière toutefois et cassante, fait bien, à l'occasion, accuser Considérant de despotisme. Mais les emportements désintéressés de l'idée pure n'ont jamais l'âpreté blessante et amère des passions égoïstes, et, chez Considérant, l'orgueil de doctrine est tellement dégagé d'orgueil personnel qu'on lui pardonne aisément. La discussion passée, disparaît l'allure autoritaire. Il redevient alors bien moins le maître de l'École que le serviteur de l'idée, travailleur à côté des travailleurs, se donnant sans compter, sans triompher des autres ni rien réclamer pour lui-même. Dans les relations de personnes, nul n'est plus simple, plus ouvert, plus cordial, et avec les siens d'une familiarité plus affectueuse. Sa gaieté, son aimable insouciance, rappellent en lui les enfants. Ses amis mêmes le gâtent, et il se laisse faire avec tant de bonne grâce qu'on lui en est reconnaissant. En lui, ni vanité, ni prétention d'aucune sorte. Les mensonges officiels et les artifices mondains lui inspirent une égale aversion. Il fuit les personnages, les pédants, les fastueux, toutes les importances conventionnelles. Seuls

l'attirent les êtres proches de la nature, que les préjugés de la *triste morale* et de l'*abominable civilisation* n'ont point encore déformés; car, chose curieuse, tout en vivant de devoirs, et des plus hauts, des plus nobles, il ne peut souffrir qu'on en prononce le nom. Aux femmes, aux enfants, aux petits, il a toujours des choses charmantes à dire. Son pouvoir de séduction est extrême, et, s'il y mettait seulement un peu de complaisance, les bonnes fortunes ne lui manqueraient pas. Mais, absorbé par son œuvre, il ne saurait s'attarder aux fantaisies du chemin. Sa femme, d'ailleurs, qu'il a épousé par amour, est en même temps pour lui une épouse et une amie, et rien ne saurait les séparer.

Julie Vigoureux n'a pas la beauté fière et fine de sa mère. C'est un type bien comtois, les pommettes un peu saillantes, les traits un peu forts, pas très réguliers. Mais elle est grande, svelte, de tournure élégante, et ses beaux cheveux blonds donnent de la douceur à sa tête énergique. Sa physionomie est très intéressante. On y lit l'intelligence, la droiture, la force, la bonté, et elle a tout cela, elle en fera preuve. Dans cette existence longue et tourmentée, loin d'entraver l'œuvre de son mari par une personnalité absorbante et jalouse, compagne fidèle, vaillante, et pleine d'abnégation, elle ne cesse, à ses côtés, de s'y dévouer discrètement.

Considérant avait besoin d'un tel appui. L'égalité du travail lui manque. Il a des temps d'abandon où le fardeau quotidien dépasse ses forces, où il tombe abattu, impuissant. La température même l'impressionne d'une façon singulière. Que de fois, dans la mauvaise saison, je l'ai vu étendu sur un divan, engourdi, immobile, contempler en silence la fumée de sa cigarette tournoyant dans les airs, ou suivre les reflets variés et les mouvements alanguis d'un certain caméléon, son hôte et son ami. Une particulière sympathie les lie : l'horreur

de la froidure. Le pauvre caméléon succombera à l'hiver, tandis que l'homme, plus résistant, va se relever. Il suffit d'un choc inattendu, une bonne ou une mauvaise nouvelle, un appel de l'École, pour que, d'un élan soudain, le maître se retrouve debout. Secouant alors toutes les langueurs, il assume à nouveau la tâche avec un redoublement d'activité. Tout en vivant assez exclusivement dans son groupe, il a aussi des contacts dans le journalisme, beaucoup plus élevé alors qu'aujourd'hui, et dans la littérature. Grâce à son attrait personnel et à la curiosité pour son œuvre, de toutes parts on le recherche. Il connaît particulièrement Alexandre Dumas père et rêve de le convertir ; Eugène Sue est son ami et a subi son influence : on le sent dans les *Mystères de Paris* et dans le *Juif errant*. Il fréquente aussi intimement le salon de Nodier, admire et aime sa charmante fille. Dans ces cercles, assez différents du sien, il joue toujours un premier rôle. On l'entoure, on se plaît à l'écouter, et, pour peu qu'il se sente en sympathie, il y devient le causeur le plus animé et le plus éclatant. Non qu'il ait ce qu'on appelle dans le monde *de l'esprit* : la tournure sceptique du dilettante, ce trait léger, souvent paradoxal, toujours ingénieux, qui effleure les surfaces sans chercher les profondeurs et se joue de tout. Son âme est trop chaude, trop emportée, trop vraie. Mais, dans le développement des idées, il a la hauteur, l'élan sincère, l'imagination colorée et neuve qui amènent spontanément l'expression forte et juste, le tour original et heureux. De ce fond de l'âme viennent l'intérêt et la vie de sa parole et de sa plume, sans qu'il soit par l'art ni un grand orateur, ni un grand écrivain ; de là aussi sa force et son autorité de chef d'École, le plus librement choisi, le plus sympathiquement acclamé qui fut jamais.

V

DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCOLE

Une circonstance très favorable au développement de l'École phalanstérienne, l'année même où elle se fonde, c'est la déroute des saint-simoniens.

Les saint-simoniens avaient toujours inspiré à Fourier une certaine antipathie, non par rivalité de secte, mais, la valeur du procédé dominant à ses yeux celle de l'homme, il n'était pas porté à la propagande personnelle, tandis qu'Enfantin, voyant la rénovation de la société par la rénovation de l'individu, s'y attachait au contraire et lui imprimait un caractère sentimental et mystique particulièrement odieux à Fourier. Conduit par M. de Corcelles fils à une de leurs réunions, il les traite « d'histrions sacerdotaux ». Et, pourtant, écrit-il à Muiron, ils ont « un auditoire et des souscripteurs ». Cette considération pratique le porte à leur envoyer ses œuvres et à entrer en rapport avec Enfantin. Mais, à la suite d'une fort âpre correspondance, ils se séparent en mauvais termes.

Déjà des germes de trouble et de dissolution, naissant de la sourde lutte entre Bazard et Enfantin, ébranlaient l'École saint-simonienne. Le procès de 1832, intenté à ses

chefs pour attentat à la morale publique, et la condamnation qui le suit, achèvent la dissolution. Les saint-simoniens, tombés en toutes sortes de bizarreries, se dispersent. Les meilleurs se retirent ou viennent à Fourier. Entre autres Jules Lechevalier, qui fait, cette même année, des leçons publiques sur la doctrine sociale; Abel Transon, qui en publie le résumé dans la *Revue encyclopédique*, alors dirigée par Pierre Leroux et Jean Reynaud. Ce mouvement important lui donne une forte assise, et la mort même de Fourier, en l'affranchissant de bien des tiraillements intérieurs, facilite son essor. Les onze années qui vont suivre, de 1837 à 1848, marquent sa période la plus brillante.

L'activité déployée alors dans son sein est extraordinaire. A la première publication de 1832, le *Phalanstère*, succède, en 1835, la *Réforme industrielle*, et, en 1836, la *Phalange*. En 1839, on crée le *Nouveau-Monde*, et la *Phalange*, d'abord hebdomadaire, paraît trois fois par semaine : c'est l'organe officiel de l'École. Toutefois, son caractère abstrait restreignant le nombre des lecteurs, pour en étendre le cercle on crée, le 1^{er} août 1843, la *Démocratie pacifique*, journal des intérêts des gouvernements et des peuples, paraissant d'abord trois fois par semaine, puis quotidien. Cette feuille prend un caractère tout à fait politique. En 1845, on publie, à très bon marché, un Almanach phalanstérien, destiné au public populaire, et, en 1846, le *Bulletin phalanstérien* rend compte de toutes les souscriptions et dons apportés à l'École. Puis c'est un nombre considérable, sans cesse renouvelé, de livres et brochures traitant des questions particulières rattachées à la doctrine : l'Éducation, l'Économie politique, l'Organisation du travail, l'Association, etc... Nommons tout d'abord le grand ouvrage de Victor Considérant : *Destinée sociale*, paru, en trois volumes, à la suite les uns des autres, de 1838 à 1844, et

dédié au chef de l'État, Louis-Philippe. On en extrait diverses brochures : *Théorie de l'Éducation naturelle et attrayante*, *Sens vrai de la Rédemption*, *Description du Phalanstère*, *Considérations générales sur l'architecture*, etc. Ensuite les *Transactions de Virtommius*, de Just Muiron; *Paroles de Providence*, de M^{me} Clarisse Vigoureux; *Solidarité*, d'Hippolyte Renaud; *Visite au Phalanstère*, d'Hennequin; le *Fou du Palais-Royal*, de Cantagrel; le *Droit de propriété*, de Pellarin; *Économie sociale*, de Vidal; *Réforme du crédit et du commerce*, de François Coignet; *Catéchisme du socialisme rationnel*, de Barrier; *Colonie maternelle*, de Laverdant; les *Juifs rois de l'époque*, de Toussenelle; *Émancipation de la femme*, de Flora Tristan, etc., etc. Environ trois cents publications, volumes et brochures, paraissent de 1840 à 1850.

En 1840, l'École avait fondé la Société pour la propagation de la théorie de Charles Fourier, au capital de 700.000 francs. Considérant entreprend aussitôt une nouvelle édition complète des œuvres du maître, auxquelles il joint ses manuscrits : publications considérables, accomplies, de 1841 à 1845, de la manière la plus heureuse. Plusieurs éditions sont rapidement enlevées. Après sa mort, on organise un banquet anniversaire de sa naissance. Des femmes, des enfants y sont conviés; les toasts, les discours y abondent. En 1847, ce banquet a lieu dans trente-quatre villes de France. Il y en a un aussi à New-York, à Rio-de-Janeiro, à l'île Maurice. On reproduit partout le buste de Fourier. Son médaillon même est vendu au profit de l'idée. J'en ai encore un joli exemplaire en malachite entre les mains.

La propagande s'étend au dehors; en Suisse, en Angleterre, en Allemagne, en Amérique surtout. Des sociétés Fourieristes se fondent dans plusieurs États; on y fait des meetings toujours très suivis; on y publie des jour-

naux. Quelques écrits paraissent dans le Sud. Sous l'influence de Channing, ce mouvement prend un caractère religieux. Il est bien accueilli par certaines Églises, qui y voient une réalisation supérieure de la charité.

A Paris, au centre de l'École, située d'abord rue de Tournon, puis 2, rue de Beaune, à l'angle du quai, on installe des discussions de doctrine, les unes entre disciples, les autres où les étrangers sont admis, toutes très suivies. On organise aussi des tournées en province, où se créent des centres nouveaux en rapport avec Paris. Les réunions abondent, les leçons, les conférences.

Le premier numéro de la *Démocratie pacifique* marque bien le nouveau caractère de la propagande déterminée par Victor Considérant. Cette feuille pose nettement la question sociale et politique, sans rien renier de la pure doctrine; puis, entrant à pleines voiles dans la période de transition, *le garantisme*, elle dresse, en face de « l'ordre ancien, féodal et militaire », « l'ordre nouveau, démocratique et chrétien », auquel le monde moderne tend d'une manière inconsciente. La Révolution a détruit le premier; elle n'a pas fondé le second. La liberté qu'elle institue, en effet, sans contrôle et sans équilibre, produit « la concurrence anarchique », la concentration des richesses, d'où résulte la destruction de la petite industrie et la dépréciation des salaires, autrement dit la réduction de la classe moyenne, le « servage collectif et la misère du prolétariat ». Telles sont les vraies plaies que la politique ne saurait guérir. Les réformes doivent être plus profondes, porter sur la nature des institutions, non sur celles du gouvernement. L'œuvre révolutionnaire, purement destructive, est finie aujourd'hui; celle de l'organisation commence. Elle ne peut s'accomplir que dans la paix. Aussi la *Démocratie pacifique* condamne les moyens de violence et se rallie au gouvernement existant en le mettant en demeure de

prendre en main la cause des déshérités. Certaines réformes sont immédiatement applicables : reconnaître le droit au travail ; faciliter la création d'institutions de crédit et d'association entre les travailleurs ; assurer à l'enfance l'instruction, à la vieillesse le secours ; reconnaître l'égalité civile de la femme, etc., etc. Quant à l'ensemble de la doctrine, dégageant la partie considérée comme scientifique : l'organisation du travail et le mode de l'échange, de la partie hypothétique : la cosmogonie et une conception des mœurs contraire à nos sentiments et à nos usages, elle présente la première seule comme objet de propagande et d'expérimentation. L'essai d'une colonie agricole et manufacturière doit se faire sans toucher aux lois et aux croyances admises, avec des travailleurs de tout âge et des deux sexes choisis dans les diverses classes, et au moyen de souscriptions libres dont les pouvoirs publics contrôleront l'emploi.

Rien d'alarmant dans ces propositions. Quelques-uns peuvent sourire, non s'effrayer ou s'irriter. Et, en effet, la propagande rencontre dans la bourgeoisie des critiques sérieuses ou des railleries superficielles, aucune véritable malveillance. On se rapproche des novateurs, on les interroge avec curiosité, on les écoute avec intérêt. Les esprits libéraux, la jeunesse des écoles surtout, leur montrent cordialité et sympathie. Les conservateurs, tout en les traitant de chimériques et même de fous, rendent justice à leur modération politique, leur montrent de la courtoisie. Les Églises chrétiennes mêmes, sans se méprendre sur la profondeur de leurs mutuels dissentiments, — les principaux ouvrages de l'École sont mis à l'index, — ne provoquent pas de conflits inutiles. Si même quelques âmes religieuses telles qu'Abel Transon et Désiré Laverdant, plus conduites par l'imagination que par la logique, croient pouvoir concilier

l'inconciliable : la doctrine du sacrifice et celle de la jouissance, on tolère l'illusion, comptant sur le désabusement.

L'heure, il faut le dire, est propice. Le socialisme dans l'économie des sociétés correspond au romantisme dans la littérature. L'un et l'autre proclament la parfaite bonté de la nature sortant des mains de Dieu, son droit à un développement libre, à une satisfaction entière.

L'École sociétaire promet tout cela, et sans luttes, sans secousses, sans violence. Comment n'irait-on point à elle? Aussi chaque jour voit grandir sa place dans la publicité et s'accroître le nombre de ses adhérents.

Devant de tels succès, l'heure si longtemps attendue semble proche. L'imagination s'exalte, la polémique prend un caractère religieux. Comme aux temps qui ont précédé le Messie, on voit apparaître au ciel des signes précurseurs. Les prophètes d'Israël, il y a plus de deux mille ans, nous annonçaient la rénovation de la terre suivant l'apparition du Christ-Roi. Voici venir enfin les temps prédits. Leurs cendres en frémissent dans la tombe.

VI

RÉVOLUTION DE 1848

En entrant dans la propagande de transition, la *Démocratie pacifique* entrait sur le terrain politique dont l'École s'était jusque-là détournée. Aussi, par la force des choses, Victor Considérant, qui avait commencé à dédier ses œuvres à Louis-Philippe, allait devenir un homme d'opposition.

Retournons, en effet, à cette époque.

La dynastie, portée au pouvoir, par un élan du pays, pour élargir les libertés publiques et les droits populaires, n'avait cessé, au dedans, de remonter son propre courant par des mesures restrictives, et, au dehors, de prosterner la France devant les monarchies légitimes pour se faire pardonner ses origines révolutionnaires. Comment ces procédés de gouvernement, d'une platitude mesquine et d'une faible moralité, unis à une politique étrangère pusillanime, sans fierté, sans prestige, n'auraient-ils pas promptement détaché une nation impressionnable, ardente et imaginative? La déception avait bientôt, en effet, suivi l'élan, puis un triste découragement. Nous ne parlons ni des masses profondes, surtout en province étrangères et indifférentes à la

politique sous l'empire du suffrage restreint, ni du monde des affaires, occupé à s'enrichir, suivant le conseil venu d'en haut; mais, parmi ceux qui vivent des choses de l'esprit et des idées générales, la désaffection, le malaise, se manifestent bientôt, puis le scepticisme politique, une sorte de vague et douloureuse inquiétude. Toutes les forces jeunes et vives du pays se concentrent dans l'opposition; elles se multiplient, se resserrent sous le ministère Guizot, qui sépare de plus en plus la dynastie de la nation. D'une part, les républicains modérés, dans le *National*, avec Charles Thomas et les violents, dans la *Réforme*, avec Ledru-Rollin, provoquent ouvertement la révolution; de l'autre, les socialistes, sans l'appeler, la préparent.

Les idées de rénovation sociale, en effet, limitées d'abord à quelques écoles, spécialisées par des formules, se sont répandues sous une forme sentimentale, générale et vague, dans tous les milieux. Ici, un ancien saint-simonien, Buchez, rallié au christianisme mystique, prétend rétablir les premières communautés chrétiennes; là, Pierre Leroux annonce la religion de l'humanité et la propage dans la *Revue indépendante*; George Sand, son premier disciple, la défend dans le *Compagnon d'un tour de France*; Eugène Sue passionne le public en lui montrant, dans les *Mystères de Paris*, l'innocence et la vertu réfugiées dans la fange; Louis Blanc demande l'absolutisme de l'État populaire, monopolisant l'industrie et le commerce pour assurer le sort des travailleurs; Proudhon déclare que la *propriété est le vol*; le naïf Cabet proclame le communisme dans son livre de *Icarie*, où nombre de prolétaires voient la découverte d'une île lointaine et s'informent des moyens d'y aborder (1).

1. Le communisme, par sa simplicité, attire particulièrement les ouvriers

La classe religieuse même, si attachée pourtant à la tradition, se laisse à son tour entraîner. Les Lamennais, les Montalembert, les Lacordaire, s'en prennent à l'immobilité du sanctuaire. *L'Avenir* demande, avec l'élargissement de toutes les libertés pour l'Église, la substitution du peuple à l'État dans la présentation des évêques à la nomination pontificale. Qu'on se figure l'effet extraordinaire produit par leur procès devant la Chambre des pairs, à une époque où il y avait encore, pour le public, de grands hommes et de grandes situations, et, plus tard, par la publication des *Affaires de Rome* et des *Paroles d'un croyant* ! Le désarroi est complet. Partout règne, avec le scepticisme politique, une vague et douloureuse inquiétude. Ce n'est pas le pessimisme d'aujourd'hui. L'âme a gardé l'espérance. Seulement, désabusée du présent, elle se tourne avec anxiété vers l'avenir; elle cherche, s'enquiert, attendant le mieux du nouveau; elle accueille les novateurs de toute provenance, les interroge, les écoute...

Au milieu de cette confusion, de cette anarchie des esprits, on distingue pourtant deux courants d'idées : l'un se rattachant à la liberté individuelle, l'autre à l'organisation sociale. Mais leurs adhérents s'entendent contre un état de choses qui devient de plus en plus instable et impopulaire : « Conquérons d'abord ensemble les pouvoirs publics, disent les républicains aux socialistes, nous nous arrangerons ensuite pour les réformes. » Blanqui et ses affidés préparent l'accord en combinant, dans l'ombre des sociétés secrètes, les bataillons toujours prêts à entrer en ligne au moindre ébranlement.

Considérant, qui suit de près ce mouvement, y voit le triomphe prochain de la doctrine sociétaire. Seule, en

C'est alors que les novateurs dissidents, pour s'en distinguer, inventent le mot *socialisme*, dont Pierre Leroux et Louis Reybaud se disputent la paternité.

effet, elle peut dénouer la crise, car seule elle résoud le grand problème : la coexistence de la *liberté individuelle la plus étendue*, avec l'*organisation sociale la plus parfaite*. Les novateurs de hasard, qui s'égarent en chemin, y reviendront d'eux-mêmes le jour où un état vraiment démocratique mettra chaque école en demeure de réaliser sa propre théorie et lui en facilitera l'application. Ainsi, malgré ses instincts et ses convictions anti-révolutionnaires, n'ayant point réussi à convaincre le gouvernement, il est amené peu à peu à le combattre et s'habitue à l'idée de le renverser.

On peut suivre, dans la *Démocratie pacifique*, cette marche progressive qui s'accroît singulièrement dans les dernières années. La critique, d'abord bienveillante, devient pressante, irritée, et, dans le numéro du 1^{er} janvier 1848, prend un caractère de menace. Relevant tous les scandales publics et privés de l'année précédente, depuis la corruption Teste-Cubières jusqu'à l'assassinat Praslin, elle en rend le gouvernement responsable. Les jours suivants, dans la discussion de l'adresse et l'affaire des banquets, elle se range parmi ses plus résolus adversaires. La coupe est pleine, elle va déborder ; elle déborde en effet,

Le 12 février, ce journal reconnaît ouvertement que la « voie pacifique est fermée au développement de la France ». L'entêtement de la majorité gouvernementale ressuscitant les factions, provoque le soulèvement. Le 14 et le 15, il encourage la minorité législative à la résistance et approuve le banquet. Le 16, il demande la destitution du ministère. Durant les dernières journées, il applaudit au triomphe de la foule et à l'établissement du suffrage universel. Le 25, à 7 heures du soir, il se joint aux cris de : « Vive la République ! », en ajoutant toutefois : « La réforme sociale est le but, la République le moyen. »

Devant le triomphe populaire, on sent, dans les numéros suivants, un enthousiasme sans mesure. L'École dresse son drapeau comme centre de ralliement, et appelle « sous ses plis » tous les socialistes qui n'ont « jamais blasphémé la Providence », ont « foi dans l'œuvre sociale ». « Le vieil édifice est renversé ! — s'écrie-t-elle. — A l'œuvre, architectes de toutes les écoles, ouvriers de toutes les séries, pour édifier le monde nouveau ! »

Et, des entrailles de la foule, on répond : « Nous avons trois mois de misère au service de la République. »

Trois mois, pour édifier un nouveau monde ! C'était peu.

VII

SUITE DE LA RÉVOLUTION

Tout se gâte bientôt. Passé le premier élan qui a fait acclamer la République par tous les partis opposés au gouvernement de Juillet, troubles et divisions renaissent. Les trois mois de patience et de misère accordés sur la foi d'un meilleur avenir arrivent à leur fin et rien ne change. L'inquiétude commence. Les ateliers nationaux, en donnant momentanément à l'ouvrier l'insouciance et le loisir, surexcitent la fermentation. En bas, on s'inquiète, on s'agite ; en haut, on se prépare à la résistance. L'Assemblée nationale ou constituante nouvellement élue, préoccupée d'assurer l'ordre dans la rue, discute lentement une constitution qui laisse intacte les bases de la société ancienne. Les dissentiments grandissent. Sous les apparences de la paix, on sent sourdre la guerre. Pendant que la *Démocratie pacifique* annonce l'aurore d'un monde nouveau, appelle toutes les classes à la fraternité, à l'amour, à l'association universelle, les armes s'aiguisent secrètement. On lui répond, en mai, par la violation de l'Assemblée, et, en juin, par la plus terrible bataille qui ait jamais inondé Paris de sang.

Devant une pareille catastrophe, Considérant, porté à

la Constituante par le département du Loiret et siégeant à la Montagne, tombe du haut de ses rêves. Désespéré de ce combat sanglant, il se jette entre les partis, adjurant les uns de déposer les armes, les autres de calmer les craintes et de donner des espérances. Dans la soirée du 23 juin, il supplie l'Assemblée, qui s'était déclarée en permanence, d'adresser au peuple une proclamation contenant un appel à la fraternité et la promesse de « reconstruire démocratiquement l'ordre politique et social, renversé en trois jours par une victoire héroïque ». Il demande l'examen immédiat de cette proposition par une Commission nommée au choix du Président de la Chambre ou dans les bureaux. Le Président refuse d'intervenir, et M. Baze propose le rejet, tout en reconnaissant que la proposition naît d'un sentiment excellent, que « nous serions tous prêts à partager, ajoute-t-il, mais que la prudence nous oblige de refouler au fond de nos cœurs ». La Chambre prononce la clôture de la discussion et, sur le fond, la question préalable. Considérant, sans s'insurger contre cet arrêt ni injurier personne, continue, dans son journal, la propagande des concessions mutuelles rejetées à la Chambre. Dans une langue où l'on reconnaît la sincérité des sentiments sous la forme déclamatoire particulière à l'époque, il s'adresse d'abord aux représentants du peuple : « Le sang coule, la guerre civile est dans nos rues... La République, comme la monarchie, n'a-t-elle que du plomb et du fer pour répondre aux cris de ceux qui ont faim et qui meurent martyrs de la misère?... Les enfants de la France se ruent les uns contre les autres et s'entre-tuent... Que tous ceux qui souffrent sachent qu'ils peuvent compter sur vous ; qu'ils sachent que vous voulez anéantir le prolétariat et garantir le travail. »

Et aux habitants de Paris : « La révolution de Février n'a pas été seulement politique, elle a été

sociale... Malheureusement, le gouvernement ne l'a pas compris. Il n'a pas fait appel aux socialistes en leur concédant des terrains et les mettant en demeure d'y expérimenter leur système... Au lieu d'attirer paternellement les ouvriers à des travaux utiles et bien rétribués : irrigations, défrichements, reboisements, il les a enrôlés militairement dans des ateliers nationaux... Le gouvernement n'a rien fait encore ; mais, ne l'oubliez pas, frères, la force des armes ne résoud pas les questions : la guerre civile ne vous donnera pas de pain. Elle ne fera qu'envenimer vos plaies... Que tous s'unissent pour sauver la patrie...

« Du cœur, du cœur, c'est le salut du pays... L'idée vivante en notre siècle, c'est la fraternité. Aimez donc et cherchez avec amour. La chaleur du cœur vous donnera la lumière, et de la fraternité sortiront les vérités fécondes et parfaites. »

La révolte écrasée, Considérant, dans un article du 1^{er} juillet intitulé : *Leçons pour tous*, au lieu de se montrer irrité et amer, exhorte vainqueurs et vaincus à tirer du malheur public un enseignement commun. Les uns ont trop demandé, les autres n'ont rien fait, et, en tombant dans la violence, on a rendu inévitable la répression. Le général Cavaignac, d'ailleurs, au plus fort de la bataille s'est montré plein d'humanité, et a témoigné de son respect pour les vaincus en confiant à la garde nationale la défense des points enlevés. Hommage aussi à l'héroïsme de l'archevêque de Paris, dressant au milieu des barricades le drapeau de la paix et bénissant sur son lit de mort ceux qui l'ont frappé. Dans tous les camps on trouve des âmes généreuses ; que, sous leur inspiration, la réconciliation s'opère loyalement des deux parts, et qu'on reprenne la tâche de la rénovation.

Dans la politique extérieure, même esprit de chimère. Le but à poursuivre n'est pas la prospérité, la

force, l'influence d'un peuple particulier; c'est l'alliance de tous les peuples, l'administration unitaire du globe par un congrès permanent résidant à Constantinople, l'arbitrage en cas de dissidences. La France, « la nation initiatrice », doit ouvrir la voie en remplaçant la diplomatie égoïste et fautive par une diplomatie généreuse et loyale, et en établissant l'union douanière avec les peuples les plus conformes à ces tendances : les Suisses, les Belges, les Allemands, les Italiens. L'union s'étendant peu à peu à toutes les nations européennes, on neutralisera les pays sauvages et on créera, d'un commun accord, la colonisation sociétaire, dans le double but de fertiliser des terres incultes et de développer, d'élever des peuples enfants.

Pendant que la *Démocratie pacifique* se livre à ces rêves, l'ancien monde reprend sa marche. Les monarchies, ébranlées par la révolution de Février, se raffermissent avec les vieilles traditions et les vieux pouvoirs. L'Italie s'agitant, l'Autriche la menace, et, devant ce spectacle, la *Démocratie pacifique* s'émeut à nouveau. Tout d'abord elle en appelle à la conscience et au cœur des souverains, et, ceux-ci restant sourds, dans un langage demi-religieux elle adjure « nos frères d'Allemagne » de « refuser leur concours aux violences qui se préparent » (8 août 1848). En fin, Milan arrachée aux Italiens, Charles-Albert défait, elle se retourne avec indignation vers la France républicaine et lui reproche son inaction en face de tels crimes. Le devoir d'une République est de prendre partout en main la cause des opprimés, de les protéger, de les défendre.

Vivant ainsi avec une humanité imaginaire, Victor Considérant, à la Chambre, reste nécessairement isolé. En face d'hommes de partis, attachés à des intérêts, à des ambitions, à des causes déterminées et positives, il perd complètement cette puissance communicative

qui a si souvent rallié autour de lui une foule mêlée, enthousiaste et jeune. Ce n'est pas qu'on l'accueille mal. Sa nature originale et sympathique excite l'intérêt et dispose à la bienveillance. On rend justice à sa sincérité, à son désintéressement, mais on le traite en rêveur, on ne le prend pas au sérieux; et, chose triste à dire, l'accord ne s'établit pas davantage entre lui et les socialistes de la Chambre. Il a cru les toucher au début par un appel sincère et spontané sous le même drapeau, mais il compte sans les rivalités d'École, les passions personnelles, l'intrigue, le soupçon, l'envie, coutumiers à la vie publique. Dès le premier jour, dans la commission du travail réunie au Luxembourg sous la présidence de Louis Blanc, il s'est heurté à ces sentiments qui l'étonnent, lui répugnent, le déroutent même et le paralysent. N'entendant rien au maniement des hommes ni à la tactique des partis, dupe de sa propre loyauté, manquant d'habileté et de ménagements dans les relations de personnes, il s'indigne devant l'indélicatesse et la mauvaise foi, s'emporte, casse à l'occasion les vitres. On peut en juger surtout dans sa querelle avec Proudhon, celui-ci sournois sous la violence, pétri d'âpre personnalité, d'ironie et d'orgueil.

Dans le camp des conservateurs, son adversaire politique le plus résolu est M. Thiers.

Entre ces deux natures, en effet, l'une chimériquement généreuse, portée aux grands élans, l'autre positive, raisonneuse, à vues courtes et claires doublées d'un imperturbable sens commun, aucun point de contact.

La *Démocratie pacifique* attaquait sans cesse M. Thiers comme représentant dans le *vieux monde* l'égoïsme bourgeois, très inférieur à l'égoïsme aristocratique; et M. Thiers, d'autre part, traitait ouvertement Considérant de fou. Après la bataille de la rue, d'ailleurs,

M. Thiers aspirait à la bataille de la tribune ; détestant les socialistes, il voulait en venir aux mains avec eux. Leur axiome favori, le droit au travail, avait particulièrement le don de l'irriter, et il ne renfermait pas ses impressions. On connaît son ardeur, son esprit, sa verve. Déjà, le mardi 4 juillet, s'exprimant sur ce sujet, dans son bureau, avec une violence extrême, il était décidé, disait-il, à forcer ces extravagants à s'expliquer, se promettant bien de les confondre. Cette scène ébruitée déchaîne la presse des deux camps durant les jours qui suivent. Enfin, le 4 septembre, il monte à la tribune, et avec cette netteté d'esprit, cette clarté d'expression qui lui donnent sur l'assemblée tant d'empire, il somme les partisans du droit au travail d'indiquer leurs voies et moyens pour le mettre en pratique.

Victor Considérant, malheureusement, malade, en proie à une angine, se lève hésitant et indécis, contre son usage, pouvant à peine parler. Il déclare pourtant qu'il a conscience de posséder ces moyens ; mais ils sont de nature trop compliquée pour que leur exposition puisse prendre place immédiatement dans la discussion. Il demande quatre séances particulières du soir. Des clameurs ironiques éclatent de toutes parts. Quatre séances du soir ? Allons donc ! C'est une façon de fuir le débat ! La création du monde a pris six jours ; demandez-en au moins sept pour la renouveler.

Le président, M. Marrast, refuse de mettre aux voix la proposition, en déclarant que la tribune n'est pas une chaire d'enseignement, et la séance se lève dans le tumulte des réclamations, des rires et des plaisanteries.

Deux mois après, le 4 novembre, la Constitution républicaine était proclamée par 739 représentants sur 769, et, le 10 décembre, Louis Bonaparte, dont la *Démocratie pacifique* avait toujours combattu la candidature, était élu Président. Considérant, sentant que la

réaction va s'accroître sous cette influence et qu'il sera plus que jamais impuissant, revient aux travaux de l'École. Au printemps de 1849, il la réunit en congrès, et dresse avec elle un programme des réformes que la *Démocratie pacifique* a toujours propagées. Puis, sans doute pour l'acquiescement de sa conscience, dans la séance du 14 avril il présente à l'Assemblée nationale cette double requête : 1° La concession par l'Etat, à l'École de Fourier, d'un terrain de 12 à 1.600 hectares, sur lequel celle-ci s'engage à élever à ses frais un phalanstère et à organiser une phalange, sous cette condition que si, dans les quatre mois suivants, les sociétaires n'ont pas réuni les fonds nécessaires à la réalisation pratique, la concession sera retirée ; 2° la création d'un ministère du progrès, ayant pour objet l'étude pratique de toutes les réformes sociales favorables au peuple.

Les requérants ne pouvaient se faire illusion sur le résultat. La Chambre rejette, sans discussion, leur demande.

VIII

AFFAIRE D'ITALIE — 13 JUIN

Comment un homme désintéressé et sincère dans la poursuite d'un grand rêve, qui n'a cessé, au cours de sa propagande, de condamner les moyens de violence, a-t-il pu se fourvoyer dans un mouvement de la rue conduit par des révolutionnaires auxquels ne le rattachent ni la communauté de la doctrine, ni les liens de l'amitié? Pour comprendre une telle anomalie, il faut se rappeler le côté imaginaire et chevaleresquement entraînable de Victor Considérant, et se reporter à la question politique si complexe dans laquelle il se trouva alors engagé.

Les traités de 1815 avaient, on le sait, livré l'Italie à l'Autriche, et, bien avant 1848, elle frémissait sous le joug. La France ne détestait pas moins ces traités, faits en réalité contre elle, et, en toute occasion, montrait à sa sœur latine opprimée une sympathie prête à se transformer en actes. Un de ses grands griefs contre le gouvernement de Juillet, c'est que, voulant la paix à tout prix, il professait pour ces traités une fidélité un peu servile.

Au cours de 1847, une grande agitation s'était mani-

festée en Italie contre la domination étrangère. La sympathie de la France l'avait suivie ardemment, et le discours du trône, en usage au renouvellement de l'année, ne prononçant pas même le nom de l'Italie, provoque une indignation qui trouve son écho dans les deux Chambres, très conservatrices cependant. L'adresse exprime ce sentiment. Bientôt survenant la révolution de Février, le gouvernement provisoire et ensuite la Constituante, sous la même inspiration, proclament très haut le droit des nationalités à l'indépendance et l'inscrivent dans la constitution nouvelle. Chose étrange, un pape s'associe à ce mouvement. Pie IX prend en mains la cause de l'Italie, en promulguant à Rome, contrairement au vieil absolutisme, une constitution analogue à la constitution française de 1830, et en appuyant les réclamations de la Lombardie. Il va jusqu'à supplier l'empereur d'Autriche, dans une lettre datée du 5 juin 1848, de renoncer volontairement à ses droits sur cette province pour laisser entièrement à l'Italie la possession d'elle-même. Une telle initiative était pour la nation un coup de fortune. Malheureusement, l'insatiabilité des passions révolutionnaires arrête ce mouvement. M. Rossi, ministre du pape, est assassiné, le 5 novembre, sur les marches du Corps législatif, au seuil de la porte intérieure. Les jours suivants, le peuple prend d'assaut le Quirinal, chasse les Suisses et les remplace par une garde civique qui sert au pape de géôlier. Après avoir cédé, pour éviter l'effusion du sang, Pie IX s'enfuit à Gaëte, où tout le corps diplomatique le suit. Un gouvernement provisoire établi à Rome proclame, le 11 décembre, l'unité de l'Italie, et convoque dans cette ville une assemblée de toute la péninsule pour y constituer une fédération des états.

Ces événements émeuvent vivement et très diversement la Chambre française. Pendant que la Montagne

fait ouvertement des vœux pour la révolution romaine, les catholiques militants demandent à tout prix le retour du pape à Rome. Entre ces deux extrêmes, une majorité divisée et hésitante voudrait maintenir l'influence française en Italie, à côté de l'Autriche, sans prendre parti ni pour les révolutionnaires, ni pour le pape. Déjà, le 28 novembre, le général Cavaignac, qui représente cette opinion, avait prévenu la Chambre que quatre frégates portant trois mille cinq cents hommes se tenaient prêtes à partir de Marseille pour Civita-Vecchia, en vue de protéger la personne du pape. La troupe, d'ailleurs, ne devait débarquer qu'au cas où la sûreté du Saint-Père le réclamerait, et n'interviendrait en rien dans les affaires du pays. La Chambre avait applaudi à cette mesure de courtoisie généreuse, et le pape avait remercié M. Cavaignac, tout en restant à Gaëte. Très Italien de cœur, imprégné de la vieille tradition pontificale, Guelfes contre Gibelins, et à l'occasion contre Français, son rêve était de réunir l'Italie sous la tiare en écartant toute intervention étrangère. Il parle même de se rendre avec ses cardinaux à Civita-Vecchia et d'y faire un appel à ses sujets, naïvement confiant en leur amour.

L'hiver de 1849 se passe en pourparlers, mais, au printemps, les choses prennent une tournure plus décisive.

Loin de revenir à résipiscence, les sujets du pape, sous la direction de Garibaldi, constituent à Rome la République ; et d'autre part l'Autriche, après avoir écrasé la révolution dans ses propres États, grâce à l'appui de la Russie, bat Charles-Albert, reprend possession de la Lombardie et menace la République romaine. La France la laissera-t-elle aller jusqu'au bout ? Et, si elle intervient de quelle manière le fera-t-elle ?

Telle est la question posée devant l'Assemblée constituante. Question complexe, car si la majorité est contraire à toute mainmise entre le pape et ses sujets, elle ne veut pas non plus favoriser les révolutionnaires et pas davantage s'abstenir. Son irrésolution est d'autant plus grande que, les élections de la législative fixées au 15 mai, elle touche à sa fin, se sent faible, et qu'à ses côtés grandit un pouvoir nouveau, celui de Louis-Bonaparte, fort devant le pays de six millions de suffrages. Le parti catholique, tout-puissant dans l'armée, a appuyé l'élection de celui-ci et est prêt à appuyer le coup d'État qu'il médite. Mais, donnant donnant, il demande un gage : la restauration du Souverain Pontife. Le Président est prêt à l'accorder pour sa part, toutefois, ne pouvant rien légalement sans l'Assemblée nationale, il cherche le moyen de la prendre au piège.

Le 16 avril 1849, M. Odilon Barrot, président du cabinet, ministre de la justice, demande un crédit de 1.200.000 francs pour l'entretien d'un corps expéditionnaire dans la Méditerranée, sans s'expliquer sur son objet. L'urgence est votée au milieu d'une vive émotion. La commission nommée choisit Jules Favre pour rapporteur, indiquant assez par là son sentiment. Le président du Conseil, M. Odilon Barrot, et le ministre des affaires étrangères, M. Drouin de Lhuys, appelés dans son sein et interrogés tous deux, répondent nettement que la pensée du gouvernement n'est nullement de renverser la République romaine, mais de maintenir notre influence en Italie. Confiante en cette déclaration, la commission propose l'adoption du projet. Une discussion s'ensuit, dans laquelle les déclarations ministérielles s'accroissent encore. La Chambre accorde le crédit par 388 voix contre 161, ces dernières représentant la Montagne toujours défiante.

Le 28 avril, le corps d'armée, commandé par le

général Oudinot, débarque à Civita-Vecchia et arrive le 3 mai sous les murs de Rome. Le général croyait être reçu à bras ouverts par une population fatiguée d'anarchie. La ville, au contraire, refuse de se livrer, ferme ses portes, se met sur la défensive. Le général Oudinot, surpris, essaye une attaque sans préparatifs suffisants et subit un échec. Il se retire alors à San-Paolo, sur la rive gauche du Tibre.

Au reçu de ces nouvelles, grand émoi à la Chambre. Dans la séance du 7 mai, Jules Favre interpelle le ministre en rappelant avec beaucoup d'énergie ses engagements si précis, violés par l'attaque de Rome.

Le ministre se défend par des généralités vagues. On ne sait pas encore ce qui en est. Il faut attendre de nouvelles dépêches. La Chambre alors, à la demande de Jules Favre, appuyée par Lamoricière, nomme une commission pour connaître les instructions données au général Oudinot. Cette commission devra présenter son rapport le soir même.

La séance, levée à 5 heures, reprend à 9. Le rapporteur de la commission, M. Sénart, déclare, sur l'examen des pièces, que les instructions du gouvernement ne correspondent pas au vote de la Chambre. Au lieu de formuler nettement le devoir de respecter la liberté du peuple romain, elles ne prévoient d'autre éventualité que le retour du Souverain Pontife, et, restant dans le vague des arrière-pensées, s'en remettent, pour la conduite des événements, au bon jugement du général, dont on connaît les préférences.

Là-dessus, indignation de la Chambre, rumeurs, interpellations auxquelles les ministres continuent à répondre par des échappatoires. On adopte la résolution suivante, proposée par le rapporteur de la commission : « L'Assemblée nationale invite le gouvernement à prendre sans délai les mesures nécessaires

pour que l'expédition d'Italie ne soit pas plus longtemps détournée du but qui lui avait été assigné. »

On se sépare ensuite dans une grande agitation.

Le lendemain, dans la *Patrie*, paraît une lettre du Président de la République, adressée au général Oudinot, ainsi conçue :

« Mon cher général,

« La nouvelle télégraphique qui annonce la résistance imprévue que vous avez rencontrée sous les murs de Rome m'a vivement peiné. J'espérais, vous le savez, que les habitants de Rome, ouvrant les yeux à l'évidence, recevraient avec empressement une armée qui venait accomplir chez eux une mission bienveillante et désintéressée. Il en a été autrement ; nos soldats ont été reçus en ennemis ; notre honneur militaire est engagé. Je ne souffrirai pas qu'il reçoive aucune atteinte. Les renforts ne vous manqueront pas. Dites à vos soldats que j'apprécie leur bravoure, que je partage leurs peines, et qu'ils pourront toujours compter sur mon appui et sur ma reconnaissance.

« Recevez, mon cher général, l'assurance de mes sentiments de haute estime,

« LOUIS NAPOLÉON BONAPARTE »

Cette lettre, que le *Journal officiel*, toutefois, n'a pas reproduite, est un défi à l'Assemblée. Dans la séance suivante du 9 mai, M. Grévy la dénonce à la tribune au milieu d'une extrême émotion.

M. Odilon Barot s'efforce d'en atténuer l'importance en la présentant comme une lettre de « sympathie toute personnelle, d'encouragements, de reconnaissance pour des soldats engagés dans une lutte sur la terre étrangère,

bien différente d'un acte politique délibéré en Conseil ». On est sans nouvelles : il l'affirme à nouveau. Il faut attendre les prochaines dépêches, qui ne tarderont point à arriver. Seules, elles pourront éclairer la situation.

Ledru-Rollin, se jetant alors à la tribune, met au jour, avec violence, la gravité de la lettre et la déloyauté du gouvernement. Une ardente discussion s'engage, après laquelle M. Flocon dépose la proposition suivante : « Vu l'article 67 de la Constitution, disant que tous actes du Président de la République autres que la nomination des ministres demeurent sans effet s'ils ne sont contre-signés par un ministre, l'Assemblée déclare que la lettre du Président de la République est de nul effet. »

Devant l'irritation de la Chambre, M. Odilon Barrot, sentant le péril de la situation, se met en travers du vote. A l'instant, dit-il, on lui annonce que l'*Albatros*, parti de Civita-Vecchia le 5 mai, apporte des dépêches du général en chef, les premières qu'on ait reçues directement de lui. Il promet de les apporter à la tribune dès qu'elles seront dépouillées et demande qu'on remette la discussion jusque-là.

La Chambre recule devant la proposition Flocon et consent à attendre. La séance est levée à 6 heures.

Le lendemain, 10 mai, le président de la Chambre annonce qu'ayant, comme la Constitution l'y autorise, requis le général Forey de mettre à sa disposition deux bataillons pour la défense de la Chambre, un seul est venu, et le général, mandé par lui et interrogé sur la cause de sa résistance, a répondu qu'il n'obéirait qu'à son chef. Les questeurs lui opposant alors le droit constitutionnel du président de la Chambre à requérir directement, à arrêter même les troupes au passage, le général a répondu que, le cas échéant, elles n'obéiraient pas. Le général en chef, Changarnier, mandé à son tour, a refusé de venir et envoyé son aide de camp dire que,

sans contester les droits du président, il entend que les ordres passent par son intermédiaire.

Le président termine en demandant une punition exemplaire pour le général qui a résisté, et l'affichage dans les casernes des articles 6 et 7 de la Constitution.

M. Odilon Barrot, dans un langage plein de réticence, s'efforce de diminuer la valeur de l'incident, et le ministre de la guerre s'attache, dans un long discours, à embrouiller la question. L'Assemblée décide alors, à l'unanimité, qu'on affichera les articles, mais rien de plus.

Le lendemain, 11 mai, Ledru-Rollin annonce que la lettre du Président de la République, présentée la veille comme un acte privé, a été adressée officiellement par le général en chef à toute la hiérarchie militaire. Violent discours de Jules Favre. M. Odilon Barrot ne sait rien, mais il croit à quelques malentendus; il est désolé, s'informerá sans retard. Jules Favre annonce qu'une lettre particulière l'informe qu'on a bombardé Rome et qu'il y a des dégâts. L'émotion est à son comble, mais la Chambre, prête à disparaître, manque d'autorité. Partagée entre l'indignation de la conduite du gouvernement, la défiance qu'il lui inspire et la crainte de s'engager dans une voie sans issue, elle refuse, comme la Montagne le lui demande par la voix de M. Babaud-Larivière, d'autoriser son président à poursuivre, conformément à la loi, le général qui a refusé de lui obéir, et elle repousse, par 387 voix contre 138, la demande de la mise en accusation du Président de la République présentée par Ledru-Rollin.

Les journées suivantes se passent à attendre des dépêches qui ne viennent pas, à les dépouiller quand elles viennent ou à faire des interpellations sans portée. Les élections de la Législative absorbent tous les esprits. Le 13 mai, elles prennent place.

Cette interruption forcée de la vie parlementaire est mise à profit par le gouvernement, qui veut se présenter devant la nouvelle Assemblée maître de la situation et l'honneur militaire engagé. Une convention a été signée entre la République romaine et le ministre plénipotentiaire, M. Ferdinand de Lesseps, nommé pour suivre les négociations de concert avec l'autorité militaire. Cette convention reconnaît tacitement le gouvernement de fait qui existe à Rome, et autorise nos troupes à s'établir en amies dans le voisinage de la ville. Le général Oudinot refuse de la signer et reproche au plénipotentiaire d'avoir dépassé ses instructions. Celui-ci va s'expliquer à Paris, où le gouvernement lui donne tort de fait, en déférant l'examen de ses actes au conseil d'État. Le général Oudinot, alors, poursuivant son œuvre, annonce à ses troupes que la voie des négociations étant épuisée, les hostilités vont reprendre. Puis il se prépare à bombarder Rome.

Les élections achevées, la Législative se réunit le 27 mai. Elle est plus divisée encore que la Constituante. La réaction aussi s'est accrue. Les premières séances se passent à vérifier les pouvoirs et à recevoir le message du Président au milieu des violentes interruptions de la gauche affaiblie. Presque tous ses chefs pourtant ont été réélus, mais ils ne s'entendent guère. Proudhon, particulièrement, est entre eux un véritable brandon de discorde.

Voici enfin le ministère reconstitué. Odilon Barrot a gardé la présidence du Conseil, Dufaure a pris l'intérieur, Tocqueville remplace Drouin de Lhuys aux affaires étrangères. La bataille va recommencer.

En apprenant l'attaque de Rome, la gauche s'est sentie jouée. Ledru-Rollin monte à la tribune et refait l'historique de la question en mettant au jour l'hypocrisie du gouvernement. M. Odilon Barrot s'efforce de

rejeter sur les Romains la responsabilité de la rupture et couvre le général Oudinot. Ledru-Rollin réplique avec plus de violence en accusant la droite de vouloir détruire la République. Il cite l'article violé de la Constitution, rappelle qu'elle est confiée au patriotisme de tous les Français, qu'ils doivent la défendre même par les armes, et termine en déposant un acte d'accusation contre le Président de la République et son ministère. A la suite d'un très grand tumulte, la Chambre accepte, par 364 voix contre 203, l'ordre du jour suivant : « L'Assemblée législative, persévérant dans la politique tracée par l'Assemblée constituante, invite le ministère à s'y conformer. » Là-dessus, on se sépare dans une agitation extrême.

Au début de la séance du lendemain 12, M. Lacrosse, ministre des travaux publics, demande, au nom du gouvernement, que la mise en accusation déposée la veille soit renvoyée immédiatement dans les bureaux et qu'on en décide le même jour. La Chambre se lève tout entière en faveur de l'urgence et la séance est suspendue. Quand elle reprend, à quatre heures, M. Grandin demande aux signataires de la mise en accusation s'ils acceptent la responsabilité de l'appel aux armes fait, la veille, par M. Ledru-Rollin, et renouvelé, le matin, dans les journaux de la Montagne; et au ministère quelles mesures il croit devoir prendre pour protéger la paix. M. Ledru-Rollin reste silencieux. Pierre Leroux fait une exposition de principe et proteste contre tout appel à la violence. M. Dufaure prend acte de cette déclaration, ajoutant que le gouvernement connaît ses devoirs et saura les remplir.

A ce moment, M. Daru vient lire le rapport de la commission, concluant au rejet de la mise en accusation à l'unanimité.

Un membre de la Montagne déclare qu'il ne se trouve

pas suffisamment éclairé, et demande la communication de toutes les pièces relatives aux affaires de Rome. M. de Tocqueville répond qu'il a communiqué toutes ces pièces, et ajoute que lorsqu'on a posé de telles questions il faut les résoudre sans retard. L'ajournement est impossible. Ledru-Rollin, insistant encore, au milieu des interpellations et des dénégations, M. Thiers s'empare de la tribune, et, dans un discours d'une extrême virulence, met la Montagne en demeure de se décider entre les voies légales et les voies révolutionnaires. Enfin, on passe au vote, et, par 367 voix contre 8, la mise en accusation est rejetée; il y a eu abstention de la Montagne. La séance est levée à dix heures du soir, sans que ni les députés, ni les spectateurs des tribunes, aient quitté leurs bancs.

La crise semble conjurée. On décide qu'il n'y aura pas, le lendemain, de séance publique.

IX

13 JUIN 1849

On peut critiquer la Constitution de 1848, dire qu'en interdisant à « la République française d'employer jamais la force contre la liberté d'aucun peuple » elle substitue un principe de philosophie morale à un principe purement politique, enchaîne le pays d'avance et risque de le compromettre dans des éventualités internationales imprévues. On peut ajouter qu'en « remettant la Constitution, avec les droits qu'elle consacre, à la garde et au patriotisme de tous les Français », sans instituer une autorité pour décider des infractions, on ouvre la porte à l'anarchie. Il n'en est pas moins vrai qu'au 13 juin 1849 cette Constitution subsiste et a été violée. Le droit donc de protestation est indéniable. Sera-t-on justifié, toutefois, à le pousser jusqu'à la guerre, surtout quand on a enseigné toute sa vie que la violence est bonne pour détruire et non pour édifier? Considérant, qui jusqu'alors a voté avec la Montagne sans prendre au débat une part personnelle et active, va lui-même nous répondre.

Le 5 juillet 1849, dans le *Débat social* de Bruxelles, il rend longuement compte aux siens de « ses actes et de

ses motifs », comme un homme qui, « n'ayant jamais su le mensonge, n'en va pas commencer l'apprentissage », et son témoignage n'a jamais été contesté.

« Dès le 11 juin, à une heure de l'après-midi, dit-il, mes amis politiques réunis au 14^e bureau, un instant avant les interpellations de Ledru-Rollin je proposai : 1^o De proclamer la violation flagrante de la Constitution sur deux points capitaux : article 5 du préambule et article 54 des chapitres ; 2^o, de proclamer la complicité de la majorité dans cette double violation ; 3^o, de déclarer le peuple, la garde nationale, les fonctionnaires et l'armée, dégagés des liens constitutionnels à l'égard du pouvoir exécutif et de la majorité, tenus de refuser obéissance aux ordres du gouvernement et aux lois ; 4^o, de déclarer l'Assemblée réduite aux représentants constitutionnels en permanence et munie provisoirement de tous les pouvoirs qui lui font retour de plein droit aux termes de l'article 68 de la dite Constitution.

« Je proposai que ces résolutions, rédigées sous forme de décret, fussent présentées et promulguées par la minorité constitutionnelle, dans le palais législatif, immédiatement après la levée de la séance qui suivrait le vote attentatoire à la Constitution, sans me dissimuler, d'ailleurs, qu'avant deux heures, cernés au palais législatif, nous serions au pouvoir de nos adversaires... Le soir, j'ai repris la même thèse, la mettant en délibération régulière. Je l'ai soutenue toute la journée du 12 et jusqu'à la fin de la conférence de nuit du 12 au 13, terminée à trois heures et demie du matin, dans les bureaux de la *Démocratie pacifique*. J'ai soutenu qu'en nous mettant ainsi en état de résistance dans le sanctuaire même de la loi, nous aurions non seulement pour nous le droit, mais encore le caractère extérieur du droit, et que, nous victimes, les violateurs de la Constitution seraient vaincus par leur propre victoire, tandis qu'en nous associant au

dehors à une protestation, même pacifique, on nous donnerait facilement l'apparence de factieux (1). »

On pourra dire encore que si une telle protestation n'avait pas la moindre chance d'aboutir, car un pays ne fait pas de révolution pour une idée abstraite, elle n'était pas moins en soi légale et pacifique. A trois heures du matin, le 13, on parut s'y rallier. Mais la fatigue dominant tout, le projet reste à l'état d'opinion personnelle. On se disperse sans rien décider, et, selon l'usage en pareil cas, les purs révolutionnaires prennent le dessus. Les mêmes hommes qui se sont abstenus lors de la mise en accusation du Président de la République, y compris l'auteur de la proposition, vont provoquer maintenant un soulèvement dans la rue. Pourquoi, demandera-t-on, Considérant ne se retira-t-il pas, en ce moment, d'une entreprise qu'il avait combattue? Sans doute, il l'aurait dû. Mais, nous en appelons à tous les hommes engagés dans de telles parties, abandonne-t-on les siens au moment du péril, même en les blâmant, quand on est doué d'une nature généreuse et fière? Considérant alla jusqu'au bout, sans croire au succès, mais sans se démentir par des actes de violence. Il ne toucha pas une arme.

Voici les faits :

Le 13 juin, à la première heure, des placards partout apposés et reproduits par les journaux de la Montagne convoquent la garde nationale, les ouvriers dans leurs ateliers, les employés dans leurs bureaux, tous les fonctionnaires et tout le peuple, à se réunir sur le boulevard du Temple pour aller faire une manifestation au palais de l'Assemblée; manifestation d'ailleurs pacifique. Considérant, consulté sur ce point le matin même, entre huit et neuf heures, avait écrit au-dessous de la demande : « Pas d'armes ! Pour l'amour de Dieu et de la Constitu-

1. Cette citation est extraite, mot pour mot, du *Débat* de Bruxelles.

tion, pas d'armes ! Il faut une démonstration imposante et pacifique. Des armes perdraient tout. »

Les rues, calmes la veille, se remplissent dès le matin d'une foule étonnée et curieuse, chacun se demandant de quoi il s'agit, tant la question est peu connue et peu populaire.

La Montagne hésitante avait pris rendez-vous au local habituel de ses réunions, rue du Hasard. Les nouvelles apportées de tous les quartiers disent que le peuple attend l'initiative de la garde nationale et de ses représentants ; ceux d'entre eux présents, parmi lesquels Victor Considérant, se rendent au palais de l'Assemblée. Ils y trouvent les artilleurs de la garde nationale établis dans le jardin, et on leur dit en même temps que les 5^e et 6^e légions sont réunies au Conservatoire des Arts et Métiers. Vers deux heures de l'après-midi, ils se mettent en route pour les rejoindre. Les artilleurs les suivent, armés de leurs carabines, car ils ont été commandés, mais les autres légions sont sans armes. Sur toute la route on fait taire les cris de : « Vive la Montagne ! » pour y substituer ceux de : « Vive la Constitution ! vive la République romaine ! »

Arrivés devant le Conservatoire, dont la grille est ouverte, les artilleurs s'emparent du poste à gauche, sans coup férir, et s'établissent dans la première cour. Quelques-uns sont mis en faction, d'autres disposés en éclaireurs, le long des trottoirs, dans la direction du boulevard.

Pendant ce temps, les représentants, n'ayant pas trouvé les deux légions de la garde nationale qu'ils étaient venus chercher, passent de la première cour dans la seconde, suivis par la foule. Le directeur du Conservatoire, M. Pouillet, prévenu, vient enfin au-devant d'eux ; Ledru-Rollin lui demande de mettre l'établissement à leur disposition. Après avoir objecté

le caractère scientifique du Conservatoire et la convenance de le respecter, ne pouvant, seul avec son fils, un enfant de quinze à seize ans, s'opposer à rien, il leur laisse le champ libre.

Considérant nie absolument qu'ils aient établi là une sorte de Convention organisant un gouvernement provisoire, rendant des décrets, faisant des proclamations incendiaires, comme les journaux de la réaction l'ont prétendu. Il n'y eut pas davantage de « panique, de figures blêmes, de langues glacées, de fuite pleine de désordre et de terreur », seulement un assez grand désarroi. On parle, on va, on vient, et aucune résolution n'est prise. Dans la foule, quelques-uns crient aux armes, demandent des cartouches, proposent de dresser des barricades, mais rien ne se fait. Vingt-cinq minutes se passent ainsi à attendre les gardes nationaux qui ne viennent pas. Alors des coups de feu commencent à retentir au dehors. C'est le 62^e de ligne qui arrive et trouve à la grille les artilleurs de la Garde nationale, crosses en l'air, criant : « Vive la Constitution ! » Les soldats, entrant en colonne, refoulent les représentants venus à leur rencontre et ceux qui les suivent dans la grande salle du rez-de-chaussée, cinquante à soixante hommes à peine. Les officiers donnent des ordres, probablement ceux de se rendre, mais la rumeur de la foule ne permet pas de les entendre. Tout d'un coup, les soldats, assourdis, font le mouvement *d'apprêter armes* et couchent les représentants en joue. Ceux-ci se baissent d'instinct, puis se relèvent, croisant les bras en face des fusils. Quelques jeunes gens, alors, se jettent dans les carreaux de vitres pour sauter dans le jardin, de niveau avec le rez-de-chaussée. « L'un d'eux, à côté de nous, dit Considérant, à moitié hors de la fenêtre, fut piqué d'un coup de baïonnette qui ne dut que l'égratigner, une table empêchant l'arme de l'atteindre à bonne portée, et

deux ou trois soldats seulement semblant y mettre de l'acharnement. Je les engageai du reste à relever leurs fusils. Comprenant alors qu'on voulait nous faire évacuer la salle, nous retournâmes paisiblement dans la cour en face. »

De cette cour ils pénétrèrent dans le jardin, qui s'étend sur le derrière jusqu'à la place du marché Saint-Martin, dont le sépare une grille heureusement ouverte. Ils sortent par là et commencent à marcher dans la rue, reconnus à chaque pas et salués par des vivats fort compromettants. Ils rebroussement chemin, changent de direction, évitent de se jeter dans des cordons de troupe, puis se décident à se séparer.

Pendant que Considérant parle avec Ledru-Rollin devant une porte dont on leur refuse l'entrée, « un enfant de quinze à seize ans, en blouse, nous dit-il, me prenant par la main et fixant sur moi deux grands yeux où brillent le dévouement et l'intelligence, me dit : « Avez-vous confiance en moi ? Suivez-moi, venez. »

« Il me fait entrer dans une allée, et, au fond : « Voici ma blouse et mon vilain chapeau gris ; vite, mettez-moi cela et vous passerez partout. » Il me répugnait de prendre un déguisement. Je le lui témoignai. « Hé bien, montons ! Dans ce quartier, c'est tous des amis. »

En effet, la première porte s'ouvre. Considérant est reçu les bras ouverts. Ses hôtes improvisés lui cherchent de tous les côtés des cachettes, se mettent l'esprit à la torture pour en trouver. Il partage leur *soupe*, et, comme il voulait se rendre à l'Assemblée, ceux-ci, pleins de sollicitude, l'en empêchent. Son jeune guide part seul, muni d'un billet pour sa femme, et revient promptement. « Il m'apprit, ajoute Considérant, l'invasion de la *Démocratie pacifique*, le dégât de nos ateliers, le bris des

formes et des casses, la dispersion des caractères et les aimables visites faites dans mon appartement par des forcenés sans mandat qui criaient à ma femme et à ma belle-mère, en parcourant les pièces : « Nous cherchons un homme et nous l'aurons par pièces ou par morceaux. » Un officier de l'armée tentait vainement de calmer ces vainqueurs. »

Pendant que ces événements se passent dans la rue, dès le matin du 13 juin, les représentants, apprenant le tumulte, étaient accourus en foule au palais. Ils s'y constituent en assemblée permanente. Le ministre de l'intérieur demande l'état de siège, prononcé aussitôt par 394 voix contre 82. On lui accorde, en même temps, l'autorisation d'arrêter les représentants pris en armes. Les nouvelles apportées d'heure en heure sont d'ailleurs rassurantes. L'insurrection reste à la surface.

A 11 heures du soir, M. Lacrosse, ministre des travaux publics, donne lecture d'un rapport du général Changarnier, investi du double commandement de la division militaire et de la garde nationale, annonçant que la révolte a été paralysée par l'énorme déploiement de troupes qui a couvert toutes les parties de la ville. La garde nationale, presque partout, s'est jointe à la troupe avec un grand élan. La population, dans son ensemble, n'a pas été entraînée. Paris est calme. L'Assemblée nationale se retire jusqu'au lendemain.

Au début de la séance du 14, le Procureur de la Cour d'appel de Paris demande et obtient l'autorisation de poursuivre quatre représentants : MM. Ledru-Rollin, Considérant, Rattier et Boichot, présents aux Arts et Métiers, qui ont réussi à se soustraire aux recherches de la force publique. Puis, comme il fait des réserves au sujet des représentants qui pourraient encore être compris dans l'instruction, tous les membres de la Montagne présents se lèvent pour renier leurs

frères... Ils n'ont pas donné leurs noms, on les a pris, on les a dérobés, etc. A la fin de la séance, le ministre de l'intérieur présente un projet de loi demandant la suspension, pour un an, de l'exercice illimité du droit de réunion. Ce projet est voté à l'unanimité séance tenante. C'était le dernier mot de l'insurrection.

X

BELGIQUE

Dans les jours qui suivent, Victor Considérant franchit la frontière et se réfugie à Bruxelles.

Le 13 octobre, commence, devant la Haute Cour de justice réunie à Versailles, le procès des insurgés; le 15 novembre, les contumax sont condamnés à la déportation.

Considérant passa à Bruxelles, avec sa femme et sa belle-mère, qui étaient venues le rejoindre, l'hiver de 1850. Cette ville était alors pleine d'exilés. Ne pouvant croire à la durée d'un régime qui s'implantait pourtant chaque jour davantage en France, tous vivaient dans un grand état de surexcitation et d'illusion. Indignés de s'être vus abandonnés et même reniés par la grande majorité de la Montagne, les récriminations contre les alliés de la veille se joignant aux haines de partis, c'était un déluge incessant de plaintes et de colères attristant et stérile en même temps.

Rien de plus contraire à la nature de Considérant. Aussi, se sentant dans ce milieu dévoyé et mal à l'aise, il quitte bientôt Bruxelles avec les siens, et, durant les deux années suivantes, tous trois plantent leur tente un

peu errante de ci, de là, dans les plus jolis coins de la campagne wallone, tantôt aux environs de Namur, tantôt à Barvaux, où je les visitai comme à Bruxelles. Ils cherchaient d'ordinaire les sites les plus riants, près de quelque affluent de la Meuse, et là s'installaient dans une auberge rustique, sans se soucier du manque d'aise et de confort. M^{me} Vigoureux, âgée déjà, souffrait de cette rupture de toutes ses habitudes, mais la supportait avec une grande douceur, ne se plaignant jamais. Victor ne s'en apercevait guère, et Julie ne songeait qu'à Victor.

Julie, de goûts simples, n'ayant jamais joui de Paris par le côté brillant, la notoriété de la situation, l'avait quitté sans regret. Au milieu de tant d'orages ne possédant jamais son mari, souffrant de le voir surmené entre la politique et l'École, tremblant dans les dernières luttes pour sa liberté et sa vie, la sécurité du jour qu'elle trouvait dans l'exil lui paraît déjà précieuse à défaut de celle du lendemain. Ici, du moins, elle peut se donner à lui, et son dévouement sert à quelque chose. Un grand abattement a succédé à la surexcitation de la crise. Elle déploie, pour l'y arracher, toutes les délicatesses. Non seulement elle lui montre une foi déjà réconfortante en sa personne et en sa destinée, mais elle s'efforce de le distraire de mille façons ingénieuses. Victor, comme beaucoup d'hommes supérieurs, a certains côtés enfants qui donnent prise à l'action du dehors. Il a le naturel épanouissement et l'oubli facile qui lui permettent à l'occasion de déposer son fardeau. Sa femme l'entraîne dans de longues courses, à travers une campagne riante dont le contact le vivifie; là, il retrouve, comme une bouffée de sa première jeunesse dans les montagnes du Jura, la passion de la pêche.

Je les vois toujours partir à la première heure pour surprendre le poisson au réveil et profiter de son éton-

nement. Victor, en costume de campagne, le havresac passé en bandoulière, la ligne sur l'épaule, ouvre la marche, et sa femme et moi nous le suivons courageusement, souvent pendant des heures, à travers les collines et les prairies. Un petit paysan nous accompagne, portant les engins de la pêche et les provisions du déjeuner. On s'arrête au bord du ruisseau ou de la rivière, sur un coin de terre bien choisi. Pendant que le pêcheur se met à l'œuvre, toutes deux nous nous établissons discrètement à quelque distance pour ne pas le troubler. Julie tire son album, ses crayons, moi, ma tapisserie, et la causerie ne chôme pas. Vers le milieu du jour, le petit paysan, qui est allé marauder quelques fruits sauvages et chercher du bois sec, revient tout chargé et allume le feu. Victor nous apporte glorieusement son filet rempli et nous raconte, avec animation, les incidents de la pêche. Le pauvre poisson est jeté tout vivant dans la poêle; un thé plein de saveur, des œufs et des fruits, complètent le plus succulent des repas.

Le soir, à la rentrée au village, les paysans nous saluent; quelques-uns nous abordent. Victor répond avec cordialité à toutes les avances. Son ouverture, sa bonne grâce, l'ont rendu populaire, de cette popularité de bon aloi où l'intérêt électoral et l'ambition de clocher n'ont rien à faire.

Julie, qui n'a jamais eu d'enfants, se plaît à attirer autour d'elle ceux du village. Elle a une façon très particulière de s'en occuper. « Je n'aime pas les enfants, me disait-elle souvent, pour ceux dont ils descendent, pour leurs manières bien apprises ou leur entourage distingué, mais pour eux, pour leur nature propre, leur originalité particulière. » Aussi sait-elle causer librement avec eux, au hasard des rencontres, et, bien mieux, les faire causer eux-mêmes; elle s'entend merveilleusement à découvrir, sous leur forme enveloppée, le senti-

ment naissant, l'esprit entr'ouvert, la première étincelle. Non qu'elle poursuive un but de morale ou de pédagogie. Convaincue, comme son mari, de la parfaite bonté de la nature humaine, très artiste d'ailleurs, sensible à la forme et à l'expression, son influence s'exerce spontanément par la chaleur communicative du contact et de la sympathie. Celui-ci, vif et éveillé, l'attire par sa figure souriante, ses yeux brillants, ses boucles échappées du filet; cet autre, délicat et frêle, par sa grâce souffrante, sa finesse, sa douceur; cet autre encore, robuste et résolu, par son élan, sa sincérité, sa bravoure. Entrant doucement dans leurs pensées enfantines, elle les éclaire, les relève par quelques mots nobles et heureux dont ils sentent d'instinct la valeur. Sa seule approche les épanouit. Quand son mari est au repos, elle se plaît à lui mener les uns ou les autres en lui faisant part de ses découvertes; et lui, déridé, les regarde à son tour, en souriant avec complaisance...

Nous sommes loin, ici, des tempêtes du palais national et du Conservatoire des Arts et Métiers.

Cependant, les jours passent. En reprenant peu à peu possession de lui-même, Considérant reprend aussi le sentiment plus vif de ses devoirs et de ses responsabilités de chef d'École, le souci du présent et de l'avenir. L'œuvre, gravement compromise, le réclame. Dans l'École, en effet, une véritable déroute a suivi le 13 juin. Dès le lendemain 14, la *Démocratie pacifique* cessait de paraître, après avoir vu ses bureaux et son matériel sacagés. Elle tentera, il est vrai, de renaître plus tard, mais ce sera pour peu de temps. La *Phalange* suit bientôt son sort. Plus d'almanach non plus, de livres de propagande; plus même de banquets anniversaires de la naissance de Fourier. Les souscriptions et les adhésions se retirent chaque jour. Seuls, les salons de la rue de Beaune demeurent comme une épave où les collabo-

rateurs quotidiens du maître, Bureau, Guillon, Brunier, etc., continuent à maintenir un centre, à soutenir un drapeau. Là, ils reçoivent avec résignation et constance les coups les plus rudes de leurs anciens amis, les plaintes, les reproches, les récriminations qui suivent partout la défaite, évitant d'ailleurs avec soin d'en accabler le proscrit. Fidèles entre les fidèles, ils le défendent, lui écrivent, le visitent, s'entretiennent sans cesse avec lui.

L'École est dispersée et découragée, non pas détruite. Considérant le sent; il sent aussi que seul il la pourra ranimer. En dépit des mécontentements et des critiques, il est resté le *Maître*. C'est à lui qu'on revient, lui qu'on cherche, qu'on interroge. Qu'il se montre seulement et la confiance reviendra.

Durant ces jours de retraite et de silence, chassé des orages de la politique, il a peu à peu retrouvé au plus profond de lui-même ses premières amours, la pure doctrine de Fourier. C'est un phalanstère qu'il faut élever, un modèle d'association, de vie bonne et heureuse. Mais, hélas ! en quel lieu ? Le régime du sabre règne en France, et si les nobles esprits ne s'y consolent pas de la perte des libertés publiques, la masse, fatiguée et effrayée de l'anarchie, y reste indifférente. On s'enrichit et on s'amuse : la reprise des affaires, le luxe, le plaisir, suffisent à tout. Dans le reste de l'Europe, le même vent souffle. Les plus nobles causes sont désertées.

Parmi les disciples américains de Fourier, un des plus anciens, Brisbane, pressait depuis longtemps Considérant de visiter le Nouveau Monde, l'assurant qu'il y trouverait, pour un essai phalanstérien, des ressources que l'Europe ne comporte pas : une terre hospitalière et neuve, une population riche, active, curieuse et sans préjugés.

Considérant, pendant longtemps, n'était point entré

dans ces vues. L'essai, selon lui, devait se faire là où le groupe phalanstérien était le plus nombreux, le plus serré, le mieux en état de présider à l'organisation nouvelle; là aussi où, en pleine civilisation européenne, l'expérience aurait le caractère le plus concluant.

Brisbane, durant une visite en Belgique, revient à la charge, et tout d'abord n'est pas mieux accueilli. Considérant, en ce moment, songeait à la Suisse. Il envisage toutefois à nouveau la question. Il la tourne et la retourne. De longues discussions s'engagent avec les membres les plus influents de l'École. La seule perspective d'un essai les rapproche déjà, les resserre, les porte à des sacrifices nouveaux. De tous côtés ils accourent en Belgique, encouragent le maître, le pressent. On se met d'accord sur un voyage préalable que Considérant fera aux États-Unis, pour se rendre compte par lui-même des ressources de cette contrée. Ce voyage se décide.

TEXAS — PREMIER VOYAGE

Considérant, parti de Liverpool le 1^{er} décembre, débarque à New-York le 14. Il n'y était pas attendu, mais, son arrivée annoncée par les fouriéristes, assez nombreux dans le pays, accourent pour le voir. Brisbane, à Buffalo, le rejoint vite. Les journalistes de New-York lui font une réception.

Ses premières impressions en touchant la terre des États-Unis sont très vives : « A peine débarqué, dit-il, l'Européen reconnaît qu'il a mis le pied sur un monde nouveau... Tous les phénomènes de la création spontanée, la plus rapide et la plus énergique qui se soit jamais produite dans l'histoire de l'humanité, vous apparaissent, vous enveloppent en un instant, vous crèvent les yeux, vous crient dans les oreilles, vous tiraillent, vous bousculent (1). » Il en reste abasourdi. Son intention était de visiter le sud avec Brisbane ; mais ce der-

1. *Du Texas*, brochure publié par Considérant, en 1854, à la librairie phalanstérienne.

nier n'était pas libre avant la fin de l'hiver. Sentant d'ailleurs le besoin de débrouiller ce chaos, d'apprendre un peu d'anglais, de se faire un plan avant de pénétrer à l'intérieur, il commence par aller passer six semaines dans la *North American Phalanx*, association libre de New-Jersey, où il étudie la langue, les lois et les mœurs du pays. Puis il retourne à New-York, visite Boston, la communauté des perfectionnistes dans le comté d'Onéida, les bords du lac Érié et du Niagara, et rejoint au printemps Brisbane à Batavia. Le 30 avril, tous deux quittent ensemble les bords du lac Érié, où « flottaient encore des bancs de glace de plusieurs lieues de longueur », pour se diriger vers la frontière nord du Texas. A Cincinnati et Patriot ils sont reçus à bras ouverts par des amis phalanstériens, et bientôt s'embarquent sur l'Ohio, n'emportant avec eux que des selles et le strict bagage d'un voyage à cheval à travers un territoire à peu près encore inhabité. Ils descendent l'Ohio, puis le Mississipi, remontent l'Arkansas jusqu'à Little-Rock, au centre de l'État du même nom, gagnent Preston à travers des terres à peu près vierges, et remontent la Rivière-Rouge au milieu de peuplades entièrement sauvages. A Van-Buren, où le bateau s'arrête quelques heures, ils rencontrent des Peaux-Rouges et examinent avec intérêt un groupe d'Osages ; ils arrivent enfin à Fort-Smith, limite extrême des États civilisés. Là, ils achètent des chevaux et traversent le Poteau sur un bac formé de troncs d'arbres. Cette rivière a reçu son nom d'aventuriers français amenés par la chasse sur ses bords, les premiers blancs qui y parurent. De là, ils entrent sur le territoire des Choctaws, en pleine sauvagerie.

« A deux heures, dit-il, nous étions encore dans la riante cité située aux pieds de Fort-Smith. C'étaient des maisons blanches ou en briques roses, entourées de warandes toutes verdoyantes, séparées par des jardins

en fleurs ; des rues larges et parfaitement alignées ; des magasins de toutes sortes ; des dames en robes de mouseline ; des enfants coquettement parés, jouant avec leurs ombrelles ; des avocats, des médecins, des orfèvres, des horlogers, etc., et trois ou quatre grands bateaux à vapeur à quai sur l'Arkansas : toute une civilisation jeune, alerte et prospère. Moins de deux heures après, nos chevaux ne se dégageaient qu'avec de grandes difficultés des fanges, des branches mortes, des troncs d'arbre à demi pourris à travers lesquels nous suivions péniblement une espèce de chemin dans la forêt primitive, dont les voûtes épaisses nous faisaient une nuit anticipée sur le fond marécageux du Poteau. C'était la nature sauvage dans sa pureté ; la solitude sombre, silencieuse, vierge, et ses âpres parfums ; la végétation luxuriante et compacte des masses arborescentes et des lianes gigantesques qui étreignent les grands arbres et les enlacent en réseaux inextricables, des générations végétales s'élevant, sans interruption de temps ou d'espace, sur les débris séculaires des générations mourantes, mortes, entassées. Nous étions seuls, et pour la première fois au sein de ces énergies indomptées de la nature naturante. C'était superbe !

« Il était nuit close quand nous arrivâmes à *Choctaws-Agency*, village indien où nous soupâmes, servis par une négresse esclave, avec de la pâte de maïs fumante, des oignons crus, et un plat noir que je pris d'abord, avec quelque surprise, pour des côtelettes extra grillées, et que nous reconnûmes bientôt être composé de morceaux de poissons parfaitement carbonisés au dehors, mais, en compensation, parfaitement crus au dedans. Azaïs n'eut rien eu à y objecter.

« Nous n'avions rencontré, d'ailleurs, dans la forêt, que quelques cochons demi-sauvages et trois cavaliers

indiens, ivres de *brandy*. Jusqu'au voisinage de l'autre frontière de l'*Indian-Territory*, du côté du Texas, ce village était le seul que nous dussions trouver sur notre route. Il nous offrait une page de la grande histoire sociale, la difficile transition de sauvagerie en civilisation. L'esclavage en fait ici les frais. Le nègre esclave est l'éducateur des Peaux-Rouges, qu'il initie à l'agriculture, aux industries élémentaires, et auxquels il enseigne le violon. Nous entendîmes, çà et là, toute la soirée, dans les *log-houses* (maisons en troncs d'arbres) du voisinage, des sons si étranges que, si on ne nous l'eût dit, jamais nous n'eussions pu savoir de quel instrument cela sortait. »

Le lendemain, les voyageurs rompus de fatigue s'arrêtent chez un Indien où un violent accès de fièvre saisit Considérant pendant la nuit. « Je n'avais point encore, dit-il, senti poindre en moi la moindre lueur d'une foi sérieuse au but social de notre voyage; rien ne me soutenait, et j'éprouvai quelques heures de découragement moral aussi bien que d'abattement physique. Je me demandai s'il n'était pas absurde, par simple curiosité et un puéril amour-propre, de suivre une entreprise qui débutait si mal. Je me voyais bientôt sérieusement entrepris par la maladie, ne pouvant plus avancer ni reculer, et privé de tout secours dans quelque coin du désert: nous n'avions pas même un guide avec nous. »

Cette crise, d'ailleurs, est de peu de durée. Les voyageurs se remettent dès le lendemain en route; ils couchent le soir chez un Indien qui vient de tuer un dindon sauvage et leur fait partager généreusement son repas. Cette nourriture fortifiante ranime entièrement le voyageur épuisé.

Le quatrième jour, sortant enfin de la forêt impénétrable, des rivières encaissées, des terres boueuses, la

scène se transforme comme par enchantement. « Tout à coup, dit-il, l'horizon s'élargit, la forêt s'ouvre, et nous débouchons sur une tête de vallée d'un tel aspect que nous étions tentés de croire à la féerie. Cette vallée, que nous dominions, s'étendait devant nous dans le sens de sa longueur. A droite et à gauche, de riches prairies, s'élevant en ondulations élégantes, atteignaient des lignes de montagnes boisées dont les sommets, étagés sur plusieurs plans, verdoyant près de nous et bleuisant dans les lointains, encadraient le paysage. Du fond des vallons jusqu'à mi-côte, la prairie développait de superbes tapis, veloutés d'herbes et de fleurs; le long des lisières de la forêt, où les nappes de la prairie venaient mourir, la verdure plus sombre des bois dessinait des caps, des isthmes et des golfes aux contours les plus accidentés. Des bouquets de grands chênes, d'ormes, de noyers, d'hichorys, s'élevaient çà et là, comme des îles, sur les pentes des coteaux, tandis que, dans les fonds, les sinuosités d'une végétation plus variée d'essences et de teintes que celles des hauteurs, accusaient les cours des ruisseaux qui les arrosent.

« Le paysage était classique et charmant; mais ce qui nous surprit au delà de toute expression, c'était son caractère. Je n'ai rien vu dans toute l'Amérique civilisée et cultivée d'aussi propre, d'aussi coquet, d'aussi achevé que ces solitudes par où nous débouchions dans le haut bassin de la rivière Rouge.

« Un horizon d'idées, de sentiments et d'espoirs nouveaux, s'ouvrait devant moi, comme par magie... J'avais vu le buisson ardent. »

En continuant la route, les voyageurs trouvent dans les grandes vallées du Texas une fertilité qui dépasse encore celle de l'État indien. Pendant six semaines, ils visitent les régions situées sous la rivière Rouge, aux environs de la Trinité et du *Brazos*; ils descendent au

sud sur le Colorado jusqu'à Austin-City, à l'est jusqu'à la baie de Galveston, puis se rendent à la Nouvelle-Orléans, où la fièvre jaune retient Considérant quinze jours. Enfin il rentre, le 5 août, à New-York, avec son compagnon, après avoir touché à la Havane, et, le 29 août 1853, il débarque à Ostende, neuf mois après être parti d'Anvers.

XII

TEXAS — COLONISATION.

Durant ce long voyage, Considérant a peu écrit; des billets seulement pour rassurer les siens. L'École, dans l'attente, l'a suivi, pas à pas, avec un intérêt anxieux. En apprenant son retour, les disciples, en foule, accourent en Belgique. Ses descriptions du Texas raniment toutes les espérances. On voit poindre le jour de l'harmonie. Plus d'hésitation maintenant; c'est sur cette terre privilégiée que les travailleurs de l'avenir doivent planter leur tente.

Considérant, pressé par l'École, publie un exposé des ressources du pays et des moyens de colonisation, un projet de société pour l'achat et l'exploitation des terres, et il ouvre une souscription.

Il faut lui rendre la justice de dire que loin ici de spéculer sur l'enthousiasme de doctrine, il s'attache à en montrer les périls. Le but immédiat doit être de fonder au Texas une colonie prospère où, plus tard, on trouvera le noyau d'un phalanstère. A chaque page il revient sur ce point avec insistance. « Gardez-vous des illusions, dit-il, gardez-vous de croire à une réalisation immédiate de notre idéal, de nos vœux les plus chers,

de nos aspirations les plus ardentes ; gardez-vous même de la pensée de l'y vouloir prématurément entreprendre (1) ».

Considérant ne s'oppose pas d'une façon moins résolue à un départ hâtif auquel on est trop porté. Des Européens, pris même parmi les travailleurs manuels, sont moins aptes à un premier défrichement que des natifs acclimatés, et la précipitation peut tout perdre. « Aucun membre de la société, absolument aucun », ne doit s'embarquer avant la création d'un premier établissement dont il énumère tous les éléments essentiels : acquisition et délimitation des terres ; constitution d'une station provisoire qui centralisera la correspondance, les plans, les graines, les instruments aratoires, tout le matériel nécessaire à l'exploitation ; et, surtout, un abri pour les arrivants. Déjà il a en vue l'acquisition du fort Worth, pouvant recevoir les cent ou cent cinquante premiers travailleurs, et il entend les choisir lui-même, de préférence parmi les habitants du pays. Enfin, pour bien marquer qu'il ne s'agit pas tout d'abord d'une réalisation de doctrine, il étend son appel à tous gens de bonne volonté, socialistes ou autres, attirés par l'entreprise colonisatrice. Le temps, l'expérience, l'entente commune décideront ensuite de l'essai.

L'École seule, toutefois, répond à cet appel, et elle le fait avec un magnifique élan. En moins de trois mois, la souscription minimum demandée par Considérant est décuplée. Le projet prend dès lors des proportions plus amples. C'est au capital d'un million de dollars (5.400.000 fr.) que se fonde à Bruxelles, le 26 septembre 1854, la *Société Européenne de colonisation du Texas*, sous la forme d'une commandite par actions. Considérant, Bureau, Guillon, Godain-Lemaire, forment

1. *Au Texas*, p. 121.

la gérance. Le premier partira seul pour l'Amérique, chargé des mesures préparatoires. Les trois derniers resteront provisoirement à Paris, pour centraliser, au siège de la gérance, rue de Beaune, dans les anciens salons de l'École, les relations avec les souscripteurs.

Tout cela paraît très sage, mais la sagesse et la foi marchent-elles jamais longtemps de compagnie? En dépit de tant d'avertissements prudents, de recommandations instantes, l'École ne voit, dans cette colonisation, que l'essai si longtemps rêvé du système, et Considérant lui-même, grisé peut-être par le premier succès, se laisse bientôt gagner à l'enthousiasme commun. Au moment du départ, l'homme d'affaires disparaît devant l'apôtre. Un chant de triomphe s'échappe de ses lèvres, un véritable *hosannah* sous sa forme semi-religieuse. Avant d'avoir posé la première pierre, il montre comme assuré le sommet de l'édifice.

Les nouveaux colons représentent le peuple choisi allant « jeter le poids de la loi divine qu'il connaît dans les destinées de la race humaine qui ne la connaît point encore ». « Vous êtes les élus de Dieu pour le salut social du monde, dit-il, l'heure est venue et vous êtes prêts; si je disparaissais, enterrez-moi sans vous arrêter un jour. Emportez mon souvenir dans vos cœurs et suivez le soleil jusqu'à la terre qu'il illumine, quand il abandonne aux ombres de la nuit les vieilles civilisations qui s'éteignent. »

Voilà le rêve, et voici, hélas! la réalité.

Considérant, arrivé à New-York, avec sa famille, dans l'automne de 1854, surmené par le travail des derniers mois et les émotions du départ, s'y heurte à mille difficultés imprévues. Les concours sur lesquels il comptait lui manquent. Des changements survenus dans la législation touchant à l'appropriation des terres, compliquent le premier établissement. Rien, cependant, dans

tout cela, d'insurmontable; mais il n'était pas encore sorti de ces tiraillements quand il apprend qu'en Europe, dans l'École et même hors de l'École, parmi les gens qui s'y rattachent, toute une population se prépare au départ sans en avoir reçu aucun signal (1). Déjà deux cents colons ont débarqué et s'acheminent, comme poussés par un vent de folie, vers la station provisoire, point désigné de ralliement au Texas.

Dans son état d'ébranlement, cette nouvelle renverse Considérant, l'écrase. D'un regard il en aperçoit la gravité, il en prévoit les fatales conséquences : « Mon plan était brisé dans ma main, dit-il, brisé dès les premiers pas ; je tombai foudroyé sous les débris (2) ».

Que faire? Refuser de reconnaître et de recevoir ceux qui enfreignent d'une manière si ouverte les ordres de la gérance? C'était, sans doute, il le reconnut après, le seul moyen de sauver la situation. Mais quand ceux-là sont des amis, des collaborateurs, des frères, prend-on contre eux une mesure aussi draconienne? Considérant n'a pas cette trempe d'acier. Il se désole, se désespère; il écrit partout, en France et en Belgique, pour interdire de nouveaux envois. Puis, sa tâche à New-York non encore achevée, il se rend au centre de réunion, encombré déjà par les émigrants dont le nombre se multiplie chaque jour. Un second convoi, en effet, a suivi le premier, un autre arrive, puis un autre encore, foule mêlée d'hommes, de femmes, d'enfants, de vieillards, de jeunes filles, la plupart sans ressources, sans valeur, sans connaissance du pays, sans expérience du travail, et pleins d'illusions. Il y avait de quoi devenir fou. Le malheureux Considérant tombe, en effet, alors, frappé aux sources mêmes de la vie. Il perd subitement la possession de soi,

1. *Au Texas*, 4^e partie, p. 5 et 7.

2. *Au Texas*, 4^e partie, p. 8.

l'équilibre intérieur. Une terrible maladie nerveuse le terrasse et détruit en lui toute faculté de vouloir et d'agir.

Comment imaginer l'effroyable désordre qui en résulte autour de lui parmi les colons ! Point d'organisation, point de lois, point de chef. Dans l'isolement d'une terre inhabitée, avec la plus grande difficulté pour se procurer les choses nécessaires à l'existence, les instincts égoïstes se déploient avec une brutalité barbare. Chacun tire à soi impitoyablement, au milieu des reproches, des plaintes, des querelles. La misère et l'anarchie règnent en plein.

Pendant la maladie de Considérant se prolonge, aiguë d'abord, puis chronique, accompagnée de souffrances morales d'autant plus grandes que la raison n'a pas succombé. Il voit sous ses yeux s'accomplir la ruine ; il s'en accuse et ne la peut conjurer.

Rien de douloureux et d'émouvant comme le récit rapide qu'il nous fait lui-même de cette crise : « Au milieu de toutes les idées que je tordais, de toutes les sortes de douleurs qui me hachaient, des rages qui bondissaient dans ma pensée désespérée, j'étais incessamment ramené au même point : écrire en Europe qu'on en finisse par une liquidation immédiate et faire immédiatement la mienne (se suicider)... Je sais ce qu'on peut dire d'un tel abandon... Un chef est toujours un chef, responsable de tout... et ne doit pas désertier, quoiqu'il arrive... Ma raison même était de cet avis ; mais, ne trouvant pour engager la partie qu'une machine exténuée par une maladie violente, ravagée par les soubresauts et les explosions incessantes d'un système nerveux palpitant, détraqué et bouleversé, des muscles énervés, une âme aigrie, ulcérée, détendue et lâche, force m'était d'abandonner toute pensée d'initiative. . Au reste, que j'y misse ou non du mien, cette liquidation personnelle

me paraissait assurée et prochaine. Le peu de force qui me restait ou leur prostration complète, je ne sais lequel, aida ma raison à ne pas suivre ce dernier appétit du désespoir. Après avoir consommé dans mon for intérieur le sacrifice de tout ce à quoi la nature humaine vivante peut tenir, je crus devoir laisser à ce qui allait advenir mon nom et ma personne pour ce qu'ils pouvaient valoir, me laisser moudre et traîner par le sort jusqu'où cela irait, et j'écartai, au moyen d'un sommeil forcé, par la morphine, une fin physique immédiate. Ma vie me paraissant dès lors comme une surrogation destinée non plus à conduire allégrement au succès une grande entreprise, mais à amoindrir les désastres d'un naufrage accompli, je me bornai passivement à l'atténuation du mal existant, en laissant à d'autres des espoirs et des confiances que je ne partageais plus (1). »

Considérant ne fait nulle part de confidences au public, mais, ses intimes le savent, c'est à l'influence de sa vaillante femme qu'il dut cette dernière victoire. Debout à ses côtés, elle ne le quitte pas. Non seulement elle le défend comme une lionne contre les attaques du dehors, mais, ne désespérant jamais de lui, après l'avoir défendu elle le relève par sa propre confiance. Il y a d'ailleurs des alternatives dans cette cruelle maladie. Considérant est robuste, jeune encore; le temps fera son œuvre. Une amélioration se manifeste, puis s'accroît, s'établit. Avec la vie revient peu à peu le courage. Autour de lui, c'est la ruine; il le constate avec douleur et remords; mais il n'a rien perdu de sa foi sociale: quelques ressources restent encore. Il envisage tous les côtés de la situation, se livre à mille combinaisons, et arrive à conclure: si l'École est capable d'un nouvel effort, rien n'empêche de reprendre le travail en sous-œuvre et de tout réparer.

1. *Au Texas*, p. 8 à 11.

C'est alors qu'en 1837, après trois ans d'un silence absolu, il fait à ses amis la confession de ses défaillances et de son martyre (1). Pas un mot, d'ailleurs, pour s'excuser en accusant les autres. Le premier responsable, il est le premier coupable; ses aveux suffisent; à quoi bon récriminer contre autrui? Le mal est surtout dans les choses. « Si les circonstances n'excusent pas tout... l'imputation individuelle laisse si souvent de côté les causes profondes pour s'en prendre aux causes superficielles et médiocres », qu'il faut les laisser aux esprits inférieurs. « L'intrinsèque bonté de la nature humaine, la multiplicité et la puissance de ses ressources, l'explication de ses faussemens », ont, après tout, selon lui, résisté à l'épreuve. « Qu'il soit donc enterré sous le bénéfice de ces réflexions, ce passé odieux!... Et, maintenant, tournons-nous vers l'avenir. »

Là-dessus, il expose ses nouveaux plans. Mais là gît l'illusion. Après une telle déroute, après trois ans d'abstention durant lesquels il a laissé sans réponse toutes les lettres, toutes les mises en demeure d'explication, la confiance devait être, elle était irrémédiablement perdue. Dans l'École, en Europe, les irritations et les colères se dressent de toutes parts. Considérant est un remueur d'idées, non un organisateur. Il n'a su tirer parti d'aucune ressource, il est incapable de rien créer. Et chacun de lui jeter la pierre

Son appel demeurant sans réponse, il ne perd pas cependant tout espoir. A distance, il n'a rien obtenu, mais de près, qui sait? Se remémorant le beau temps de la propagande où les auditoires frémissaient à sa voix, il se résoud à tenter un dernier effort. Condamné à la déportation, une autorisation de séjour pour quelques mois en France est toutefois assez aisément

1. *Au Texas.*

obtenue. Il s'embarque dans l'automne de 1859.

« La première personne que je rencontrai à la frontière, « — écrit-il, — fut M. Thiers, à la gare de Valenciennes. « — Ah! me dit-il amèrement, vous allez trouver ce « pays bien changé, bien affaissé, bien éteint (1). »

Les dissentiments de 1848 effacés dans la douleur commune, les adversaires de la veille échangent quelques paroles cordiales.

Où est-elle, en effet, cette contrée que Considérant a connue si curieuse, si passionnée pour les idées, si enthousiaste, si jeune, si fière, si vivante? Quel fléau y courbe les têtes, y abaisse les esprits? La peur de l'anarchie fait accepter tous les jugs. On n'y songe plus qu'à s'enrichir et à s'amuser. Les salons de la rue de Beaune, qui ont retenti de discussions si ardentes, demeurent fermés et silencieux; et l'École même semble anéantie. De ci, de là, on rencontre bien encore des disciples épars qui ont gardé le culte du passé et caressent au fond du cœur une dernière espérance; quelques fidèles entre les fidèles reconnaissent le maître, l'accueillent, l'entourent... Mais il n'y a plus de groupe affirmant résolument la doctrine, la propageant avec fierté et ardeur, sûr de l'avenir et de soi. Quel effondrement dans les choses et les hommes!

Souvent, alors, à Paris, les ai-je réunis à mon foyer et à ma table, ces derniers représentants d'une foi éteinte. Chacun gardait son rêve. Les vieilles formules, les vieux mots revenaient dans la conversation, mais comme un écho affaibli du passé: ils ne vibraient plus.

Sous cet affaissement, Victor Considérant n'avait pourtant rien perdu de la grâce, de l'ouverture, de la simplicité affable, sa séduction d'autrefois. Seulement, rien

1. Lettre de Considérant à Renan.

non plus ne l'arrachait à la mélancolie. Cet éclatant causeur demeurerait muet. A Ville-d'Avray, où il était venu, dans l'été, passer sous mon toit quelques jours, sa seule distraction était de jouer avec mon fils, un garçon de trois ans qu'il avait pris en gré. Ils passaient ensemble des heures entières et c'étaient pour lui les meilleures. Le voyant un jour silencieusement étendu sur un divan, près de la fenêtre, les yeux perdus dans l'espace, je lui dis : « Que faites-vous là, mon cher Victor ? Vous rêvez, vous vous laissez vivre ? — Dites plutôt, me répondit-il, que je me laisse mourir. »

Nous le pressions tous pour revenir en France, où il retrouverait du moins des affections. Oui, il y songerait plus tard. Aujourd'hui, les affaires le rappelaient encore de l'autre côté de l'Atlantique ; il fallait achever la liquidation. Et puis, il y avait M^{me} Vigoureux, trop âgée et infirme pour supporter un tel voyage. Il partit donc bientôt sans savoir pour combien de temps.

Peu après son retour au Texas, le soulèvement des États du Sud consommait la ruine de la colonie. Le capital social entièrement détruit, les derniers colons se dispersent. Considérant se retire alors aux environs de San-Antonio, avec sa femme et sa belle-mère. Il y vécut jusqu'en 1869, un peu à la façon des anachorètes, partagé entre la culture de la terre et l'étude des sciences, qu'il reprit avec un mélange d'intérêt et d'ardeur où l'on retrouve son impérissable jeunesse. Cette étude fut son salut, en le transportant dans un monde intellectuel nouveau. Là, il put se reprendre. Ses amis d'Europe lui envoyaient toutes les publications nouvelles de quelque importance. Il se met au courant des méthodes, des dernières découvertes de la science, et, peu à peu, une lente évolution s'opère dans son esprit. Il abandonne toute la portion cosmogonique du système de Fourier, les transformations de la nature physique, de la famille,

des mœurs. L'idée seule de la bonté native de l'humanité et de la possibilité de l'association, selon le *mode sériaire*, sur la triple base du capital, du travail et du talent, reste dans son esprit comme une ouverture vers l'avenir. Le fragment d'une lettre qu'il m'écrivit alors marque bien cette évolution.

11 octobre 1865. B. Antonio.

... C'est demain que j'aurai cinquante-sept ans révolus; je ne me figurais pas, autrefois, qu'on pût jamais en arriver là...

Je ne sais si je me trompe, mais j'incline beaucoup à penser qu'on ne fera rien, qu'on ne marchera pas, qu'on n'obtiendra rien de bon, qu'en arrivant le plus vite possible à la suprématie absolue de la *science*.

Je ne veux certes pas faire la guerre au sentiment. Une humanité pure raison serait un monstre, autant qu'une humanité pure matière; j'entends que la science, c'est-à-dire la vérité reconnue par *l'intelligence dirigée par les méthodes scientifiques sévères qu'elle a créées pour se régler elle-même*, devienne la *seule loi supérieure et universelle*. Le sentiment, l'imagination, l'intuition, les ardeurs de l'âme, peuvent courir, se lancer et lancer des hypothèses, comme le chien court et lance le gibier, mais le chien n'est pas le chasseur...

En dernière analyse, il n'y a de stable et d'acquis dans le monde, et ayant droit de cité dans le trésor progressif de l'humanité, que ce qui a passé par l'étamine sévère de la science, que ce qui est avoué et reconnu par elle. La science a *seule* le caractère souverain et suprême de l'*unité*. Tout ce qui est reconnu scientifiquement est *certainement* destiné à être accepté universellement, à mesure que la culture de l'humanité se développe. Tout le reste, tous les *dogmes*, toutes les *croyances*, ne servent, avec les plus vaillantes tendances à l'unité, qu'à maintenir les divisions subversives dans l'humanité. Tout ce qui n'est pas science est hypothèse; la science est seule *universellement* humaine; les hypothèses sont purement personnelles. Le jour où il sera reconnu que les hypothèses ont le droit d'aller et de venir, mais qu'elles ne peuvent prétendre à se faire universelles et rectrices tant qu'elles ne sont pas scientifiquement vérifiées,

c'est-à-dire tant qu'elles n'ont pas précisément cessé d'être des croyances, des dogmes, des hypothèses, pour devenir des acquisitions de la science; ce jour-là on aura, je crois, fait un grand pas. La liberté aux croyances; le gouvernement à la science; et séparation profonde, séparation par un abîme, entre la croyance et la science, comme premier acte de ce gouvernement. Il est bien entendu que le gouvernement de la science dont je parle ici est un gouvernement purement volontaire et qui ne peut régner que par sa *lumière*, qui est la force propre de la science sur l'esprit libre de l'homme. En un mot, elle doit *régner librement*, comme ont *commencé* à régner (non comme ont généralement continué et fini) les dogmes.

Que peut-on faire avec des âmes habituées, de générations en générations, à donner le même degré d'assentiment à des hypothèses, à des croyances, à des opinions et souvent à des hallucinations, qu'à des réalités! Avec cette confusion des choses hypothétiques et des choses scientifiques dans l'esprit des jeunes générations, on ne formera jamais que des intelligences incertaines et des consciences tardives. Et tant qu'on voudra fonder les lois de la moralité humaine sur des hypothèses théologiques et ultra-mondaines, au lieu de les fonder dans la conscience humaine elle-même, on verra la démoralisation croître, grandir et déborder.

La culture intellectuelle ne peut se développer — c'est un fait acquis — sans répandre la *notion scientifique* de la vérité, et porter, par conséquent, atteinte aux idoles. J'appelle idoles les hypothèses, les croyances qu'on a habitué les jeunes âmes à tenir pour des vérités, et qu'elles voient plus tard, fussent-elles vraies, n'être pas de l'ordre des vérités certainement vraies. Si les principes de la moralité ont été joints à la vénération de ces idoles et reposent sur eux, au lieu de reposer directement, purement, absolument dans la conscience, les oppositions d'intérêts et de passions emportent tout, et l'on n'a plus seulement des individualités immorales, mais la démoralisation. Il ne peut y avoir d'autre catholicisme dans l'humanité que celui de la science, c'est-à-dire de la vérité *absolument démontrée*, et que l'esprit humain, du fait de sa constitution même, accepte à la fois librement et forcément, par un acte qui identifie les deux oppositions: *liberté et nécessité*.

C'est ce caractère de la science dont il faut reconnaître et proclamer la souveraineté absolue dans la sociologie, dans la conscience humaine, sur la terre, dans le ciel, partout, et les

générations élevées dans ce principe seront seules consciencieuses et libres. A ces conditions seulement les *bonnes volontés* humaines s'uniront pour le vrai, et, allant aisément au vrai, réaliseront facilement le bien. La confusion maintenue jusqu'ici entre les notions de croyance et de science, ne produit pas seulement, dans ce siècle, un excès de démoralisation en fondant les bases de la moralité sur des sables que le vent agite et disperse sans résistance; mais, et c'est encore plus grave, elle entretient la division et la lutte des *bonnes volontés humaines*, et les empêche de s'entendre sur la réalisation de ce à quoi elles aspirent toutes : les *conditions du bien*, en s'opposant à ce qu'elles puissent aisément reconnaître ces conditions.

Avec le développement de la science dans le monde et de la *notion de la science* dans l'esprit humain, il n'y a plus de conditions de domination pour aucun dogme en tant que dogme. La science est le catholicisme et l'Église contre laquelle seule rien ne prévaudra. Pour moi, je *n'affirmerai* plus que les *attractions sont proportionnelles* aux destinées, parce que cette formule, fût-elle vraie, je n'en ai pas et nul n'en peut avoir la certitude scientifique. Je me contenterai d'*affirmer* que, dans l'ordre naturel, les destinées sont proportionnelles aux attractions, ceci seul étant certain et scientifiquement démontrable. Il y a, entre ces deux formules, dans l'état actuel de l'esprit humain et de ses connaissances, toute la différence du dogmatique au scientifique, et, bien que j'aie toujours fortement tendu à séparer ces deux domaines dans mes élucubrations passées, je le ferais beaucoup plus sévèrement que je ne l'ai fait si j'étais au commencement d'une carrière au lieu d'être à la fin.

VICTOR CONSIDÉRANT

La fin de la guerre de Sécession rendant avec l'Europe les communications plus faciles, Considérant suit avec un extrême intérêt le réveil de l'esprit et des idées en France à la fin du second Empire. Le succès de la *Vie de Jésus* en est une des premières marques; il réussit tardivement à se procurer cet ouvrage qui, à deux reprises différentes, fait travailler vivement son esprit. Au printemps de 1868, il se décide à en écrire à M. Renan lui-même, par le seul besoin, dit-il, d'exprimer ses impressions dans la solitude d'un pays inhabité, et sans

solliciter ni attendre de réponse. Ces lettres curieuses que j'ai sous les yeux, vingt à vingt-cinq pages, touchent, à propos des origines du christianisme, un peu à toutes choses, et, il faut le dire, fort à bâtons rompus, mais témoignent en même temps d'une liberté, d'une jeunesse d'esprit bien extraordinaires chez un homme aussi terriblement éprouvé. L'apôtre des idées sociales, passionné pour sa foi, ne pouvait entrer dans le scepticisme un peu hautain du penseur : il ne pouvait comprendre qu'on fit des choses de l'esprit un « sanctuaire » où les foules ne sont pas admises. Imprégné toutefois de la grande valeur de son œuvre, il l'étudie de près, revient avec lui sur l'Ancien et le Nouveau Testament, les croyances messianiques, les tendances religieuses particulières aux Israélites et aux Romains. M. Renan lui répond par la belle lettre suivante, où la difficulté du problème est si profondément pénétrée :

Paris, 11 décembre 1868.

Monsieur,

Je me suis souvent reproché d'avoir si longtemps attendu pour répondre à vos deux longues et belles lettres. L'achèvement de mon *Saint-Paul* m'a si complètement absorbé cet été que je me suis mis en retard d'une manière scandaleuse avec tous mes devoirs. Pour répondre à de pareilles lettres, formant un véritable livre sur les matières les plus graves, il faudrait un livre aussi. M. Sauvestre m'a dit que nous pouvions espérer de vous voir bientôt; alors nous causerons à loisir, si vous le voulez bien, de ces problèmes dont le principal attrait est peut-être d'être insolubles, et néanmoins qui s'imposent si fortement à l'esprit humain. Vous avez consacré votre vie à la discussion de questions sociales, et je comprends l'intérêt que les origines du christianisme vous inspirent. Ce grand mouvement fut, en effet, pour une part, un événement social; mais il fut, avant tout, un événement religieux, et c'est justement pour cela que l'élément du socialisme qu'il impliquait réussit. La solidité d'une fondation est en raison directe de la quantité de dévouement, de

sacrifice, d'abnégation, qui a été déposée dans ses bases. Certains peuples anciens croyaient que, pour qu'un édifice durât, il fallait qu'un homme eût été enterré vivant dans ses fondations; cela est assez vrai, du moins dans l'ordre moral. L'intérêt temporel ne suffit pas pour tirer de l'homme le degré d'héroïsme nécessaire pour les œuvres communes vraiment durables et grandes. L'idéalisme aura-t-il la force de faire un jour ce que fit autrefois la croyance à un royaume de Dieu matériel et immédiat? Il est beau, en tout cas, de protester à la façon des stoïciens de l'ancien monde. Par votre courage et votre vie toute dévouée à la poursuite de ce que vous concevez comme l'idéal, vous vous êtes mis de la noble phalange.

Agréez l'expression de mes sentiments respectueux et dévoués.

E. RENAN
rue Vaneau, 27.

XIII

DERNIÈRES ANNÉES

Considérant, grâce à l'amnistie, revint en France avec sa femme sans difficultés, en 1869, après la mort de sa belle-mère. Il y vécut vingt-quatre ans encore dans une telle obscurité que le grand nombre le croyait mort. Obscurité d'ailleurs volontaire, car les occasions ne lui manquèrent pas de rentrer dans la vie publique. Deux fois, après la chute de l'Empire, la démocratie parisienne le presse d'accepter une candidature pour la Constituante et la Législative. Il se récuse. La politique pure ne l'attire pas. Seul, le mouvement socialiste l'intéresse toujours. A l'étranger comme en France, il le suit de près, tout en le sentant dans une ligne trop différente de la sienne pour lui apporter aucun concours. Il a toujours défendu la liberté et la propriété individuelles d'où découle fatalement l'inégalité, et il place très haut la culture de l'esprit, les arts, les lettres, tous les raffinements de civilisation qui ont fait, dans une élite, la grandeur des sociétés anciennes. Son socialisme vise à les généraliser, non à les proscrire. C'est une association volontaire des classes et des individus, garantissant l'éducation, le travail, l'existence de chacun, mais

laissant à chacun, avec le libre développement de sa nature propre, le moyen d'en tirer des avantages particuliers, la responsabilité des actes et leur conséquence. L'absorption de l'individu dans un État seul possesseur et distributeur de la richesse, lui a toujours paru une des formes les plus inférieures de la société, et le déchainement des instincts violents et bas, l'envie, la haine, l'avidité égoïste, la grossièreté, l'oppression, lui sont partout odieux. Non qu'il accuse la nature humaine. Ce sont à ses yeux des *déviation*s, des *faussements*. Mais, après vingt ans d'exil et tant d'épreuves douloureuses, il se sent dépaysé dans cette nouvelle République, étranger aux hommes qui représentent un socialisme si différent de celui qu'il a propagé, et sur eux sans prise.

Deux ou trois fois seulement, trouvant dans la presse certaines questions mal posées, il eut la tentation de reprendre la plume : toutefois une grande fatigue d'esprit la fit tomber de ses mains et il s'abstint dès lors entièrement. Jouer un rôle pour le jouer, par ambition ou orgueil, parler, écrire, en vue de rappeler son nom ou d'accroître ses ressources, rien de plus opposé à sa nature. La notoriété, il ne l'a jamais cherchée pour elle-même et moins encore la fortune. Pauvre, il l'a été toujours sans souci de la pauvreté (1). Les plaisirs sensuels, les vanités mondaines, le bruit, le luxe, le bien-être, que sont ces biens pour un apôtre ? Une rente viagère de 3.000 francs lui assure, à lui et à sa femme, l'abri et le pain quotidien. Il ne leur en faut pas davantage. Dans les circonstances les plus difficiles, leur fierté ne consentit jamais à puiser dans des bourses toujours ouvertes pour eux.

Qui les a connus dans les deux humbles chambres

1. Victor Considérant n'avait jamais eu de fortune personnelle, et M^{me} Vigoureux avait perdu la sienne un peu après 1840.

qu'ils habitèrent si longtemps, rue du Cardinal Lemoine, ne les saurait oublier. Victor, dans sa houppelande de velours noir tombant sur un pantalon foncé, avec son chapeau à larges bords et sa canne de chêne, semble un voyageur au long cours, à la recherche de plages inconnues. Il a gardé dans la vieillesse sa taille droite et souple, sa belle tête, ombragée maintenant de cheveux gris, ses traits finement découpés, ennoblis encore par l'âge. La mélancolie réside toujours sur son front, mais une mélancolie résignée et sereine. Le regard reste plein de douceur, le sourire de grâce. Quand l'amitié frappe à leur porte, quel accueil ouvert et cordial elle reçoit (1) ! La grande pièce où le maître du logis vous introduit lui-même, avec les façons courtoises d'autrefois, est jonchée, sur tous les meubles, de papiers et de livres. Aux murs, quelques portraits de famille, des tableaux, des dessins de Gigoux, des paysages de Français, les anciens condisciples. Et quelle conversation facile, aimable, variée, où l'on ne sent jamais le sectaire. La littérature, les arts, comme les idées sociales, rien ne lui est étranger. Il lit tout, sans cesse, et souvent très avant dans la nuit, car il ne dort guère.

Les besoins matériels tiennent à ce foyer peu de place. Les deux époux, en quelque sorte identifiés, vivent comme des oiseaux : du café, du thé, du pain, du lait, et le soir seulement un repas un peu plus substantiel, pris dans quelque petit restaurant du voisinage. Rarement consentent-ils à dîner chez un ami : c'est toujours une faveur.

La journée se passe sur les bancs de la Sorbonne ou du Collège de France, à suivre le mouvement des sciences et de la philosophie. Aussi l'on connaît, dans toutes les salles, ce « vieil écolier du moyen âge (2) »,

1. Voir l'article très intéressant de M. Gustave Geffroy dans la *Société nouvelle* de janvier 1894.

2. L'expression est de M. Paul Janet.

Attentif et sérieux, il ne perd pas un mot de la leçon, prend des notes, et souvent, à la suite, va demander des explications au professeur. Et comme chacun d'eux le reçoit avec respect et sympathie ! Plusieurs sont devenus ses amis (1).

Le soir, au café Soufflot, nombre d'étudiants l'entourent toujours, car il aime la jeunesse militante et studieuse, prend plaisir à monter avec elle sur les hauteurs, à élargir sous ses yeux l'horizon de l'esprit et de l'activité. Sortir de soi pour entrer dans la vie générale, travailler au bien et au bonheur de l'humanité, c'est à ses yeux le devoir, et aussi la joie et l'honneur. Et son action bienfaisante n'est pas seulement de cette sorte un peu aristocratique qui se cantonne dans les idées. Connu dans sa maison et son quartier populaire, les plus humbles y ont droit. Grâce à d'anciennes relations, il trouve moyen, à défaut d'argent, de rendre mille services. Profondément humain, d'ailleurs, son seul contact allège déjà le fardeau de la misère. Il a le don et le charme de la sympathie. « Quand j'ai perdu mon mari, me disait la vieille concierge qui faisait son ménage, personne ne m'a si bien su consoler. Celui-là n'a jamais péché, madame ; c'est un saint. »

Sa femme mourut la première. Il l'ensevelit pieusement, l'emmena reposer en Franche-Comté, au pays natal, puis, sans bruit et doucement résigné, vint reprendre la même vie, où le souvenir désormais remplacera la présence.

L'âge alourdit pourtant ses dernières années. La marche lui devient difficile, la solitude lui pèse. Il se tourne alors vers une amitié dont il a éprouvé dès

1. Les cours qu'il suivait avec le plus d'intérêt étaient ceux de MM. Edmond Périer, au Muséum ; Balbiani, au Collège de France ; Lacaze-Duthiers, Hébert, Wolf, Paul Janet, Caro, à la Sorbonne. MM. Périer et Balbiani, sont devenus ses amis.

longtemps la douceur, celle de M. Kleine. « Je ne puis
« plus vivre seul, — lui écrit-il, à Laon, où M. Kleine ré-
« sidait à cette époque. — Venez me chercher, mon ami. »

A dater de ce jour, ils vécurent sous le même toit, le
vieillard chancelant, ébranlé, soutenu par l'homme
jeune et fort. C'est dans les bras de cet ami fidèle, déli-
cat et dévoué entre tous, que Victor Considérant s'étei-
gnit à quatre-vingt-cinq ans, le 27 décembre 1893, le
laissant légataire de sa pensée, de ses manuscrits, de ses
livres. Le sort lui devait cette compensation dernière : un
fils par le culte des souvenirs, la sympathie des idées,
la douceur de l'âme.

Victor Considérant personnalise le plus beau rêve de
son temps : la réalisation du bonheur et du bien dans
l'humanité et la nature. Hommes et choses, sans exclu-
sion : savants et ignorants, puissants et humbles, civi-
lisés et barbares, et les éléments physiques même, invo-
lontaires et inconscients, appelés à concourir, par l'attrait,
par l'amour, à cette harmonie magnifique.

Nous croyons qu'il s'est mépris sur les données du
problème. Nos destinées sont plus rudes, moins épa-
nouies, moins heureuses. La lutte et l'effort resteront
toujours les conditions du bien moral et de l'activité
humaine. Si le progrès social consiste à garantir, de
plus en plus, aux dénués et aux faibles, l'existence, le
travail et le développement, il demeure inséparable du
progrès moral et nécessite chez l'individu, pour porter
des fruits, un concours volontaire. Ce qu'on appelle la
question sociale est donc double de sa nature, infiniment
complexe dans ses applications, et ne cessera de se poser
sous des formes diverses devant les sociétés successives,
comme elle se pose dans la conscience de chacun de
nous. Mais, si Victor Considérant a poursuivi une chi-
mère dans le mécanisme enchanté qui devait à ses yeux

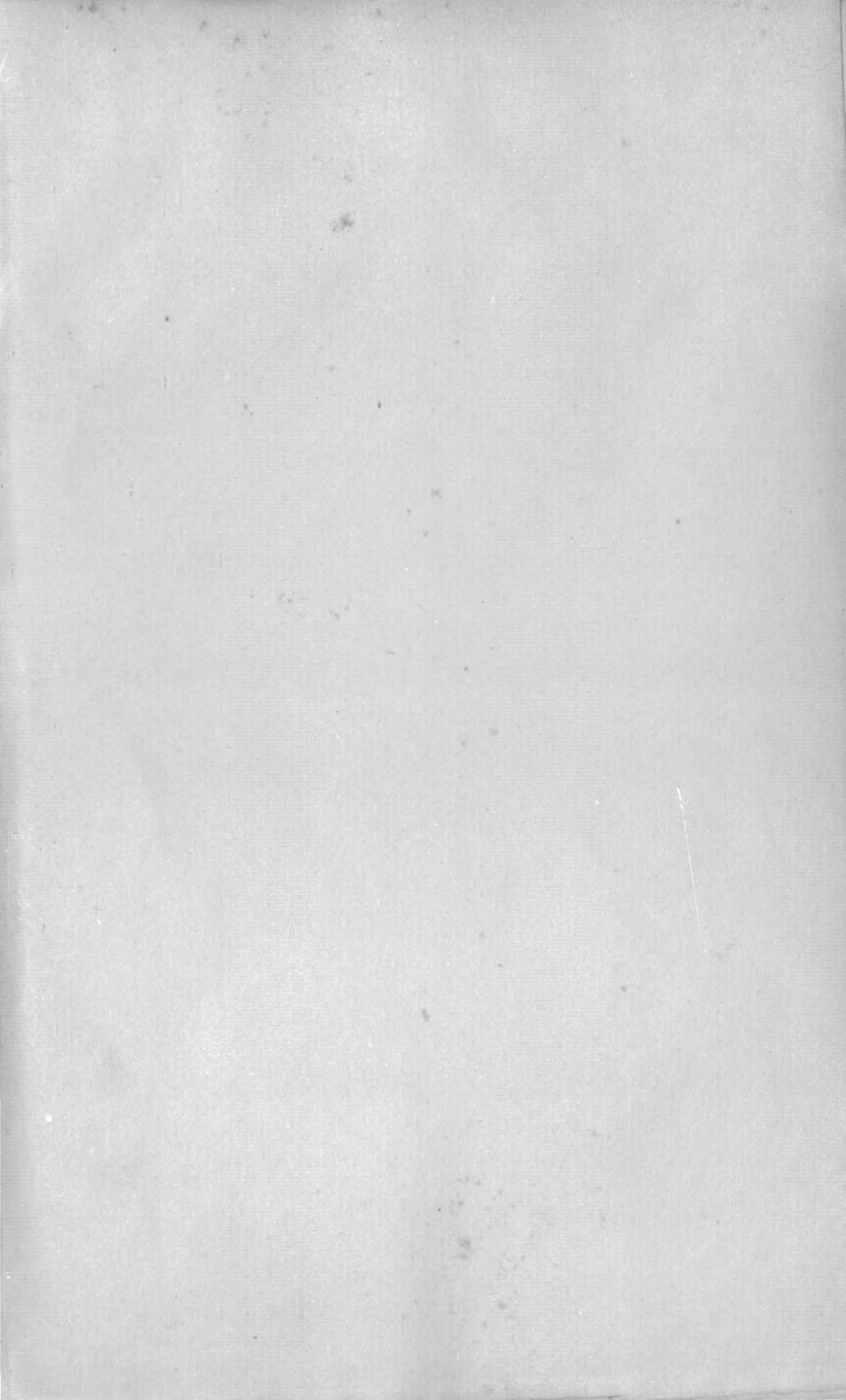
la résoudre, cette chimère est généreuse et grande ; il y a cru de toute son âme, il s'y est dévoué de toutes ses forces, il y a sacrifié tous ses intérêts. C'est un chevalier de l'idéal. Tout en rejetant sa doctrine, nous restons pénétré de sympathie pour sa personne et d'admiration pour sa vie.

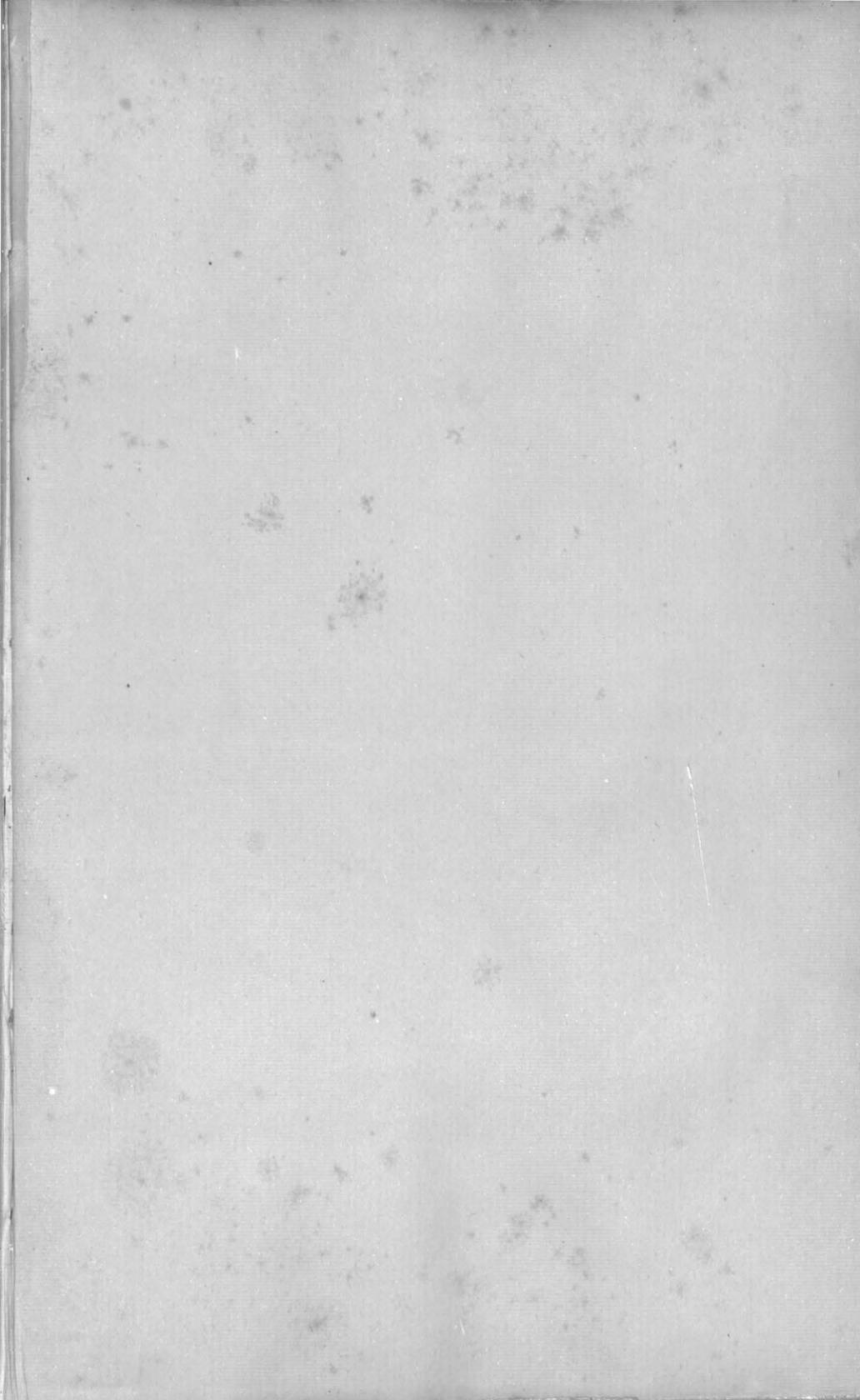


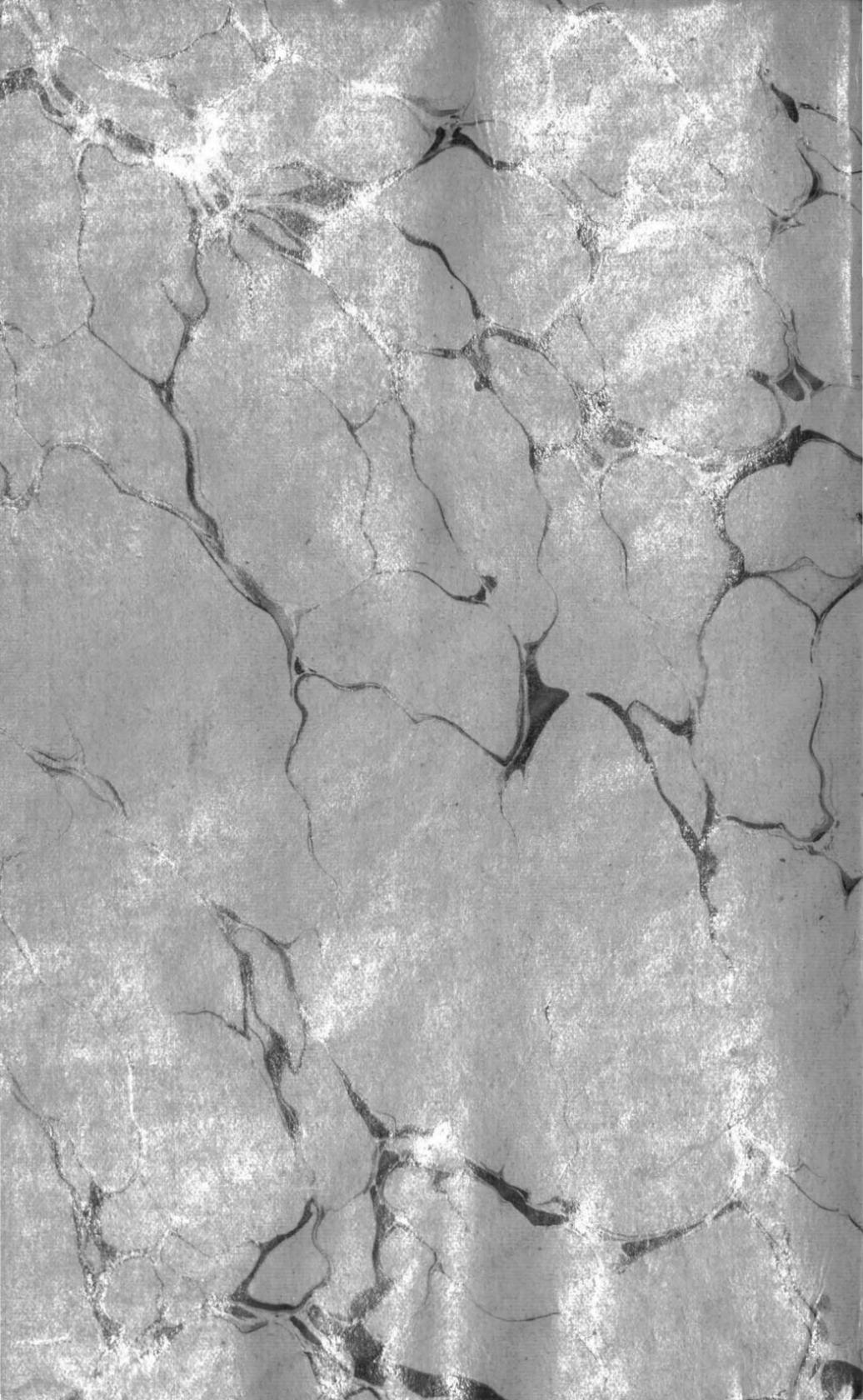
TABLE DES MATIÈRES

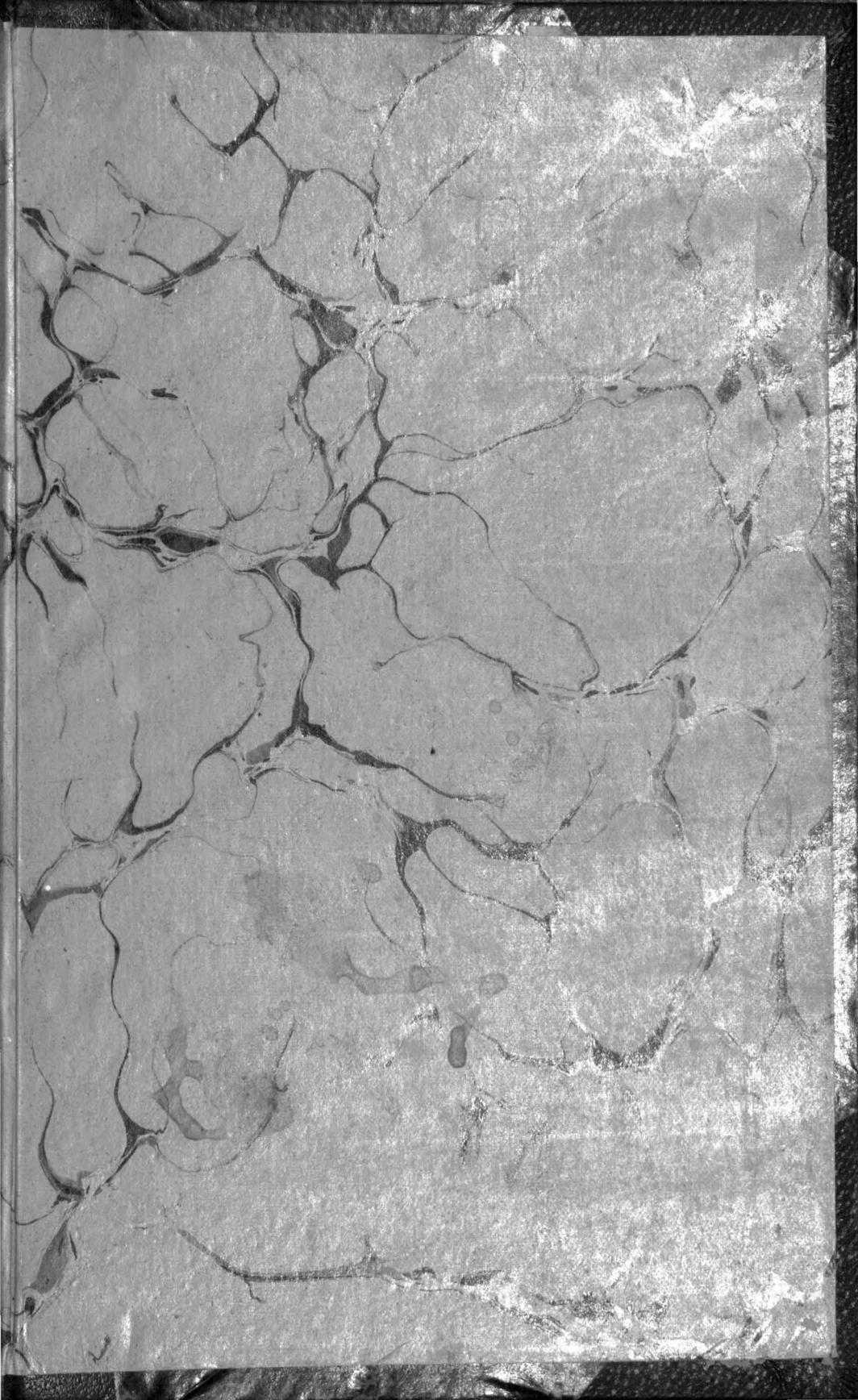
	Pages
I. — Premières années — Doctrines de Fourier	4
II. — Victor Considérant — Formation de l'Ecole.	41
III. — Divergence entre Fourier et ses disciples	
Mort de Fourier.	19
IV. — Victor Considérant chef d'Ecole.	23
V. — Développement de l'Ecole.	29
VI. — Révolution de 1848.	33
VII. — Suite de la Révolution.	41
VIII. — Affaire d'Italie — 13 juin	49
IX. — 13 juin 1849.	61
X. — Belgique.	69
XI. — Texas — Premier voyage.	75
XII. — Texas — Colonisation.	81
XIII. — Dernières années.	95













.....
FON
.....
.....